

# ***l'Anti*capitaliste**

N°141 | DÉCEMBRE 2022 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



## **L'IMPOSSIBLE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**



**SUR LA QUESTION DES VECTEURS ET DES MOYENS DE MOBILISATION DES JEUNES**



**L'IMPOSSIBLE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**



**ANNIE COLÈRE DE BLANDINE LENOIR : ANATOMIE D'UNE LUTTE**

# Sommaire

## ÉDITORIAL

**Antoine Larrache** Un pas en arrière pour des pas en avant ? **P3**

## PREMIER PLAN

**Hélène Marra** Les droites extrêmes et internet **P4**

**Gaston Aguirre** Sur la question des vecteurs et des moyens de mobilisation des jeunes **P7**

**Commission nationale immigration et antiracisme du NPA**  
Les migrantEs dans le viseur de Darmanin **P10**

## INTERNATIONAL

**Christine Poupin** L'impossible transition énergétique **P12**

**Thierry Labica** Les États-Unis de Biden, entre transition climatique et gigantisme militaire **P16**

**Pierre Rousset** Impérialisme(s), Russie, Chine – Quelques pistes de réflexion **P19**

**Yoav Haïfawi** Leçons des élections en Israël **P23**

**Daria Saburova** Questions sur l'Ukraine (2) : Vie politique et sociale en Ukraine entre 2014 et 2022 **P25**

**Virginia Fontes** Brésil : une victoire dans une tragédie encore en cours **P29**

**Yun Dong** Le soulèvement en Chine : Résister aux confinements, à la répression et à la précarité **P32**

## CULTURE

**Maya Lavault** Annie colère de Blandine Lenoir : anatomie d'une lutte **P34**

## FOCUS

**Babak Kia** En finir avec la République islamique d'Iran ! **P36**



## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :  
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :  
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :  
Manifestation et grève de la jeunesse pour le climat, Paris, 20 septembre 2019.  
© Photothèque Rouge / Martín Noda / Hans Lucas



Paris, 19 novembre 2022, manifestation contre les violences sexuelles et sexistes.  
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

## L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Hélène Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :  
[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

**Directeur de la publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Antoine Larrache

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31 – [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

**Commission paritaire :**  
0519 P 11509

**Numéro ISSN :**  
2269-370X

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

**Tirage :**  
3 000 exemplaires

**Maquette et impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# Un pas en arrière pour des pas en avant ?

PAR ANTOINE LARRACHE

*Le congrès du NPA a donc abouti à une séparation. Une situation regrettable, mais inévitable, dont nous souhaitons qu'elle soit le début d'un nouvel élan pour le NPA.*

La situation était devenue intenable depuis plusieurs années. On a coutume de dire qu'un parti ne peut reposer que sur une « compréhension commune de la situation et des tâches » : de ce point de vue, les positions des unEs et des autres étaient de plus en plus éloignées. Concernant l'analyse de la situation, les divergences étaient très importantes, les camarades sous-estimant le danger fasciste inscrit dans la situation et surestimant l'ampleur des mobilisations et le niveau de conscience du prolétariat.

## DES DIVERGENCES INSOLUBLES

Sur les tâches de la période pour les révolutionnaires, les divergences sont encore plus fortes. D'une part, l'analyse que nous faisons du recul de la conscience de classe nous amène à considérer qu'une politique de front unique résolue est absolument nécessaire. Ainsi, il faut être capable d'intervenir dans les débats qui secouent actuellement La France insoumise sur la question des violences faites aux femmes et sur l'absence de démocratie interne. Cette crise est en grande partie liée au rapport de cette organisation aux institutions. Pour intervenir auprès de ses militantEs, nous avons besoin d'être perçus comme des partenaires, pas comme des adversaires.

Concernant la mobilisation nécessaire dans les prochaines semaines pour les retraites et les salaires, contre le « travailler plus pour gagner moins », nous devons combiner un travail résolu pour l'unité des organisations avec la construction de processus d'auto-organisation à la base, réellement unitaires, ne regroupant pas seulement les éléments les plus militants, tout en avançant des mots d'ordre de rupture avec le pouvoir de la bourgeoisie.

Ce type de politique était devenue impossible à discuter avec les fractions (Anticapitalisme & révolution, l'Étincelle, Démocratie révolutionnaire, Socialisme ou barbarie) composant la plateforme C du congrès.

D'autre part, les divergences étaient devenues quasiment ingérables sur tout ce qui concerne les questions politiques sortant du rapport direct capital/ travail, révélant une vision ouvriériste des fractions. Ainsi, nous considérons que nous devons construire les mouvements écologiste, féministe, LGBTI et antiraciste pour eux-mêmes, en y défendant notre vision de classe et notre projet révolutionnaire, mais en comprenant qu'en eux-mêmes ils portent des éléments de subversion du système qui sont positifs pour le genre humain et les combats du prolétariat. L'écologie sans anticapitalisme n'est pas du jardinage, c'est un mode de radicalisation qui conduit à comprendre les conséquences du système et à les combattre.

Enfin, sur le plan interne, la situation était devenue intenable, avec des conflits très forts sur des sujets très importants. Ainsi, les fractions se sont opposées à la mise en place d'un travail spécifique sur les violences sexistes et sexuelles dans le parti, elles se sont opposées aux orientations proposées sur les luttes féministes et LGBTI. Enfin, leur fonctionnement parallèle permanent les constituait de fait en organisations séparées, avec leur propre recrutement, leurs propres cotisations, leurs propres publications.

## CONTINUER LE NPA

Alors la situation n'est pas simple, et il aurait été bien plus favorable pour la construction d'une organisation révolutionnaire solide de réussir à s'entendre. Mais les fractions ont refusé toute remise en cause de leur fonctionnement parallèle. Il a donc fallu en tirer les conséquences et prendre l'initiative, douloureuse, de la séparation. Mais la politique ne peut pas se construire sur des regrets, il faut considérer les éléments positifs qui nous entourent. Le NPA continue, autour de la colonne vertébrale qui le fait vivre depuis des années, autour de ses publications (hebdo, revue, site...), de ses porte-paroles reconnuEs, autour de la majorité de ses comités, de ses commissions. Il est à ce titre éclairant que la séparation ne change rien à notre capacité à publier notre matériel, tant les fractions étaient déjà extérieures au parti.

On peut espérer que les différents groupes révolutionnaires existants forment, comme le disait LO à une époque, différentes fractions d'un même parti révolutionnaire. Mais sans oublier que des milliers de révolutionnaires sont aussi en dehors des organisations de tradition trotskiste, à l'UCL, à Ensemble, dans la Gauche écosocialiste, à titre individuel dans La France insoumise, dans les organisations syndicales, parmi celles et ceux qui se mobilisent dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, dans les mouvements antiracistes et écologiques et que c'est dans l'action concrète que se produiront les dynamiques de construction d'un parti révolutionnaire large.

La situation du capitalisme est telle que nous sommes vraisemblablement à l'aube de nouvelles explosions sociales : c'est alors que nous devons être capables de porter notre vision du capitalisme et du combat pour la révolution et le communisme, à l'aide de mots d'ordre transitoires, en étant capables de se lier aux luttes des masses. Espérons que tous les courants de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire sauront alors, au lieu de se mettre en concurrence et de construire chacune leur petit groupe, dépasser leurs divergences pour défendre une politique commune, liée aux combats que le prolétariat sera réellement prêt à mener. □

# Les droites extrêmes et internet

PAR HÉLÈNE MARRA

*La montée des droites extrêmes et des mouvements postfascistes dans plusieurs pays du monde semble être le signe d'un enracinement de plus en plus profond des idées conservatrices et réactionnaires dans nos sociétés. Intentionnellement floue, l'expression « droites extrêmes », utilisée au pluriel, permet d'ouvrir la focale sur une diversité de phénomènes de fascisation et de droitisation des espaces publics<sup>1</sup>. Si de nombreuses études existent sur l'usage d'Internet par des partis politiques d'extrême droite, notre contribution s'intéresse à de nouveaux acteurs d'influence, propageant des idées et des discours réactionnaires, identitaires, racistes, masculinistes ou complotistes, et se situant en dehors de la sphère politique et médiatique officielle.*

**L**e terme « fachosphère » est également utilisé pour décrire la nébuleuse des expressions des droites extrêmes. Il désigne une multitude de mouvements et de courants, « des groupuscules néonazis mais aussi des masculinistes, des antiféministes en tout genre, des catholiques intégristes, des impérialistes, des royalistes, des personnes désirant la fin de la république, d'autres voulant une république plus autoritaire »<sup>2</sup>.

## LA FACHOSPHERE NUMÉRIQUE : UN ÉTAT DES LIEUX PARTIEL

Ces courants s'expriment à travers des sites et des profils numériques variés ayant pour finalité de produire une information dissonante par rapport aux médias dits « traditionnels » et capables de contribuer à la construction de communautés d'opinion. En France, on retrouve des personnalités célèbres comme Alain Soral ou Dieudonné, ayant une capacité à produire des effets d'amplification des débats s'inscrivant dans des registres complotistes. Le réseau social Facebook a été investi

par le groupe « Génération identitaire » (maintenant dissout) qui a essayé de normaliser son image via la création d'un profil numérique, les métriques quantitatives et réputationnelles fonctionnant en tant que marqueurs de crédibilité et de légitimité.

Les discours réactionnaires se diffusent également via des sites consacrés à d'autres domaines comme dans le cas de jeuxvideo.com, un environnement très masculin où les jeunes d'extrême droite ont pu s'implanter. On assiste également à la création de sites d'information ou de décryptage (comme fdesouche.com) affichant des lignes éditoriales proches et dont la crédibilité serait liée à leur marginalisation dans l'espace médiatique. On parle à ce propos de courants de la « réinformation » désignant un groupe d'acteurs militants alliant un ancrage idéologique identitaire et un répertoire d'action fondé sur la production d'information<sup>3</sup>. Ces courants prétendent être détenteurs de « la vraie vérité », tout en dénonçant les médias « mainstream » pour leur manque

d'éthique professionnelle. En faisant front autour d'une poignée d'enjeux considérés cruciaux (comme la critique du féminisme et du « gauchisme »), les médiactivistes d'extrême droite accusent les médias de minoriser l'importance des mobilisations conservatrices et véhiculent une vision simplificatrice du champ médiatique où ils se positionnent en tant que purificateurs de l'information.

## SUPRÉMACISME, ANTIFÉMINISME ET XÉNOPHOBIE

Il ne s'agit pas toujours de projet éditoriaux et journalistiques à proprement parler mais également de profils d'« influenceurs » endossant une posture journalistique ou intellectuelle. C'est le cas du Raptor (Ismail Ouslimani), véhiculant un discours masculiniste et LGBTIphobe, ou encore de Papacito (Ugo Gil Jimenez), ayant fait parler de lui suite à une vidéo qui mettait en scène l'exécution d'un gauchiste. Ces personnes empruntent les codes des youtubeurs et font passer leurs idées réactionnaires et racistes à travers des

produits éditoriaux et journalistiques « alternatifs ». Parmi les figures de la « virilosphère » nationaliste, on trouve également Julien Rochedy, ancien président de la section jeune du FN (aujourd'hui Rassemblement national) et coach en virilité qui utilise une posture académique pour justifier ses thèses suprémacistes<sup>4</sup>. Une autre figure connue sur le web est celle de Baptiste Marchais. Le concept de son émission est simple : il reçoit des invités autour d'un riche repas qui célèbre la France « saine » de la ruralité. L'une des vidéos les plus populaires de sa chaîne est celle où il rencontre Papacito (plus de 880 000 vues) pour parler de musculation, du Moyen Âge et de « l'inculture des gauchistes »<sup>5</sup>. Les youtubeurs d'extrême droite constituent un écosystème, ils s'aident mutuellement et prennent comme cible les youtubeurs de gauche (comme Osons causer ou Usul, incroyablement bien moins célèbres sur la toile).

Dans cette nébuleuse des droites extrêmes on trouve également des prétendues féministes d'extrême droite comme le collectif Némésis dont la présidente, Alice Cordier, très connue dans les médias sociaux, défend la « remigration » (notion qui consiste à renvoyer dans leur « pays d'origine » toutes les personnes ayant un ancêtre hors de France), le mâle blanc et l'identité de la femme française<sup>6</sup>.

On commence en effet à parler de la consolidation, sur les réseaux sociaux, d'une « manosphère », émanation récente des sphères traditionnelles de l'extrême droite, où se retrouvent les défenseurs de la « cause masculine » qui est de plus en plus indissociable de la prolifération de discours complotistes.

Les registres de proximité utilisés par ces influenceurs et ces influenceuses permettent notamment de présenter les idées des droites extrêmes sous une forme ludique et décalée qui en favorise la banalisation.

En marge des organisations partisans, les discours des droites extrêmes sont donc également co-écrits par des individualités à fort capital social et relationnel et dont la notoriété se fonde précisément sur la construction maîtrisée d'une image « authentique » et d'une rhétorique faussement « antisystème ». Tout en se présentant en tant que personnes-ressources, médiatrices des connaissances et des aspirations

partagées avec leurs communautés, ces influenceurs s'imposent de plus en plus comme des instances « médiatiques », diffusant des contenus susceptibles de contribuer à la propagation des idées des droites extrêmes.

### UN CONFUSIONNISME DE PLATEFORME

Dans le modèle économique de la plateforme, les producteurs de contenu se rendent sur les plateformes d'annonceurs comme YouTube pour créer à la fois le produit et la communauté à même de l'apprécier. Le modèle de la plateforme facilite ainsi l'articulation entre les discours politiques et les pratiques de consommation, adossées aux formes de sociabilité, d'affiliation et de construction des savoirs en ligne.

Les influenceurs participent à la production de nouvelles marchandises qui sont partagées, évaluées et mises en circulation par des communautés numériques fondées sur des bases relationnelles et affectives. En exposant leurs vies et leurs visions du monde, ils livrent aux communautés un idéal dans lequel se projeter. Tout en facilitant la diffusion des idées conservatrices, xénophobes et réactionnaires, les influenceurs d'extrême droite renforcent également les logiques de la compétition et du dépassement de soi, alimentant la course vers la productivité économique et la préparation de la demande de biens et services.

Si certains influenceurs peuvent revendiquer une certaine expertise, ils ne s'engagent pas systématiquement dans un réel processus de professionnalisation, leur influence dérivant avant tout de leur mise à distance à l'égard des acteurs officiels. Située à mi-chemin entre la campagne marketing et l'activisme, leur stratégie se déploie dans un cadre faiblement organisé et reposant essentiellement sur les mécanismes du marché.

Les plateformes d'annonceurs comme Facebook ou YouTube incitent à la création de communautés homogènes d'opinion et d'intérêt susceptibles d'optimiser les opérations de ciblage publicitaire et de segmentation des publics. Elles permettent aux influenceurs de monétiser leurs activités en ligne ou de les articuler avec d'autres expériences d'entrepreneuriat fondées sur la valorisation de la communauté d'abonnés et sur son déplacement dans d'autres contextes de consommation.

Cela ne signifie pas que les plateformes soient directement à l'origine d'une plus vaste diffusion des discours des droites extrêmes dans la société, ces mouvements faisant l'objet d'une re-composition des champs politiques et militants qui s'inscrivent dans un contexte à la fois historique et politique dont les coordonnées doivent être recherchées en dehors de la sphère d'Internet. Cependant, dans un contexte marqué par une défiance accrue vis-à-vis de la politique et par un affaiblissement des organisations collectives et du militantisme au sens large, le déploiement stratégique de ces profils peut participer à l'implantation et à la normalisation des idées des droites extrêmes.

Selon Philippe Corcuff, la désagrégation relative des repères politiques antérieurement stabilisés autour du clivage droite/gauche génère un confusionnisme rhétorique et idéologique au sein des espaces publics. Ce confusionnisme, amplifié par les réseaux sociaux numériques, semble favoriser des bricolages idéologiques ultra-conservateurs et identitaires<sup>7</sup>.

### LE CAS DU RAPTOR, YOUTUBEUR D'EXTRÊME DROITE

Le Raptor a ouvert sa chaîne YouTube d'information politique d'extrême droite en 2015. En l'espace de six ans, il a réussi à rassembler une communauté de 733 000 abonnés, un nombre équivalent à celui de Jean-Luc Mélenchon (809 000), la personnalité politique française la plus célèbre sur YouTube. Sa chaîne, inspirée de l'univers du jeu vidéo et des mangas, a été validée par la plateforme<sup>8</sup> et héberge une quarantaine de vidéos dont le nombre de vues oscille entre 400 000 et un million. Outre à la monétisation sur YouTube, l'influenceur recourt à la mise en place de partenariats avec des sponsors (les entreprises de jeux vidéo notamment) qui débouchent sur des placements de produits et la diffusion de codes promotionnels. À côté de son activité sur YouTube, le Raptor a une activité entrepreneuriale dans la vente de compléments alimentaires et fournit des services de coaching dans le domaine du fitness. Sa stratégie d'influence est multicanal – le Raptor est présent sur Instagram



(144 000 abonnés), Twitter (210 000) et Facebook (121 000), Instagram lui permet de garder la communauté active dans les temps morts de la production audiovisuelle et de diffuser des opinions, des modèles culturels et des styles de vie qui sont étroitement liés à sa pensée conservatrice. L'affichage et la mise en scène de sa vie quotidienne, sa parentalité, ses entraînements, ses voyages, lui permet de créer un lien affectif avec sa communauté et de développer des registres spécifiques d'authenticité et de proximité. C'est sur Instagram que se réalise le passage de la gestion de la communauté d'opinion à la gestion de la communauté de clients. La diffusion de produits informationnels affichant une certaine vision du monde et visant à promouvoir également des pratiques sociales, sportives et de consommation, lui permet donc de lancer des opérations commerciales et de vente sur d'autres sites web.

Le Raptor adopte les codes des youtubeurs spécialisés dans le décryptage de l'actualité : langage jeune et souvent grossier, style cash, convivial et décontracté. On remarque aussi une réflexion autour des formats de l'offre journalistique et un effort de professionnalisation qui passe également par la création d'une ligne éditoriale. Les discours d'extrême droite sont développés à partir de l'analyse de l'actualité et contribuent à la construction d'un univers cohérent aux accents complotistes. L'utilisateur est projeté dans une société dystopique où les gens sont contrôlés par des techniques de communication politique et par la propagande des médias, où les connaissances et l'histoire de la nation sont effacées par de nouveaux courants de pensée définis comme « gauchistes » et ayant la fonction d'éloigner les gens de la réalité. Des thèmes récurrents sont constitués par les critiques des revendications du féminisme, du mouvement LGBTI, du « wokisme » et de l'« écologie », notion préférée à celle d'écologie. Le Raptor déclare : « *un garçon est un garçon, une fille est une fille, ce sont des choses très simples qu'on ne peut pas dire dans les médias mainstream* ».

#### UN DISCOURS FASCISANT

Malgré une proximité assez explicite avec le projet politique de Zemmour, le Raptor déclare être sans étiquette. La stratégie discursive se situe sur le

terrain des valeurs, des modes de vie, du religieux, du culturel et de l'identitaire, le fil conducteur étant constitué par la construction d'un « soi » (ethnique, religieux, national) qui s'oppose à « l'autre »<sup>9</sup>.

On remarque également la présence de trois axes discursifs ayant une matrice postfasciste. Tout d'abord, on retrouve la construction d'un ennemi interne (les gauchistes, les médias) et externe (les immigrés) accompagnée par la revendication des thèses du « grand remplacement ». Cela permet d'affirmer que la nation ethnique serait menacée et de lui attribuer des vertus comme le talent, la tradition, la qualité des produits... mais aussi la force, la virilité, la maîtrise de soi. Enfin, on remarque une préoccupation obsessionnelle pour le déclin de la société<sup>10</sup> causé par les courants gauchistes qui balayent l'histoire et les connaissances du siècle passé, qui les déconstruisent pour affirmer la dimension sociale de phénomènes d'ordre biologique.

Le gauchisme est identifié comme la cause de la décadence de la civilisation occidentale, il est également désigné comme une « maladie mentale » qui produit une vision déformée de la réalité et de la société. La France à l'en croire serait un « pays soviétisé », qui baigne toujours dans le socialisme avec un État trop présent qui étouffe l'esprit d'entreprise par les impôts.

Dans les discours du Raptor, les lois de la compétition et du marché sont naturalisées et sont élargies à toute les autres sphères de l'activité humaine. Le youtubeur se fait donc le promoteur d'un mode de vie où le refus du gauchisme et l'entraînement du corps font partie d'une logique de transformation de soi et de construction d'un homme nouveau.

Son discours vise effectivement à manager les âmes, à promouvoir des conduites qui sont conformes avec le développement de la responsabilité individuelle et qui peuvent aller dans le sens de la construction d'une société conçue comme une somme d'individus.

#### QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LA GAUCHE RADICALE ?

Les discours des droites extrêmes circulent et se banalisent dans les sphères numériques à partir de stratégies d'influence en ligne, déployées par des acteurs non institutionnels. Le filon « extrême droite » participe ainsi de la construction d'une marque

personnelle, un élément de distinction faussement antisystème qui permet de construire une notoriété en ligne et de nouvelles niches de marché.

Il s'agit d'un univers à la fois confus et extrêmement cohérent : les discours d'extrême droite, impliquant l'affirmation de la virilité, la haine du féminisme, du véganisme et de l'écologie, se mêlent à un ensemble de valeurs conservatrices (le respect de la famille et de traditions), à une discipline sportive et à un mode de vie (fondés sur le renforcement du corps, le soin de son alimentation et de sa santé).

Le message est le suivant : il faut s'endurcir, s'entraîner pour mieux affronter les obstacles et chercher des solutions par soi-même et non pas en faisant appel aux mécanismes de la solidarité et du bien commun qui sont au contraire refusés et ridiculisés. La violence verbale est associée à la possibilité de la violence physique et du passage à l'acte qui se situe en creux de la célébration de la force musculaire.

Cette étude de cas démontre l'importance de réélaborer une boussole émancipatrice qui peut trouver son élan dans les nouvelles luttes anti-impérialistes, antiracistes, féministes et écologistes. Elle pointe aussi l'importance pour la gauche radicale d'en prendre la mesure et d'être présente dans l'ensemble des canaux de communication et des débats politiques qui traversent la société. □

1) Elsa Gimenez et Olivier Voirol. « Les agitateurs de la toile. L'Internet des droites extrêmes. Présentation du numéro », *Réseaux*, vol. 202-203, no. 2-3, 2017, pp. 9-37.

2) <https://theconversation.com/le-message-supremaciste-blanc-en-france-un-nouveau-discours-et-de-nouveaux-outils-de-diffusion-153988>

3) Stephan Gaël et Vauchez Ysé, « Réinformation » *Dictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 14 novembre 2019.

4) <https://theconversation.com/le-message-supremaciste-blanc-en-france-un-nouveau-discours-et-de-nouveaux-outils-de-diffusion-153988>

5) [https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/24/bagarre-viande-rouge-et-supremacisme-voyage-au-pays-reve-des-youtubers-virilistes\\_6085430\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/24/bagarre-viande-rouge-et-supremacisme-voyage-au-pays-reve-des-youtubers-virilistes_6085430_3224.html)

6) <https://charliehebdo.fr/2021/03/societe/feminisme/les-identitaires-du-collectif-nemesis/>

7) P. Corcuff (2020), La grande confusion, comment l'extrême droite gagne la bataille des idées, Paris, Éditions Textuel.

8) Pour qu'une chaîne soit validée, elle doit atteindre les 100 000 abonnés, être publique, disposer d'une bannière, d'une description et d'une photo de profil. Elle doit aussi appartenir réellement à un créateur, être active et proposer des contenus.

9) François S., Lebourg N. (2016), Histoire de la haine identitaire. Mutations et diffusions de l'altérophobie, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes.

10) Vanina Giudicelli. « Existe-t-il un danger fasciste en France ? », *Contretemps*. 4 mai 2017.

# Sur la question des vecteurs et des moyens de mobilisation des jeunes

PAR GASTON AGUIRRE

*Marches pour le climat, blocus lycéens et occupations étudiantes... Si les classes qui se tiennent sages se font de plus en plus rares, les jeunes inquietEs et mobiliséEs se font, elles et eux, toujours plus nombreux et nombreuses. Cependant cette jeunesse mobilisée est régulièrement, pour ne pas dire constamment, remise en cause et discréditée que ce soit dans ses modes d'action ou dans les enjeux dont elle s'empare. Et si ces thèmes ne sont pas critiqués pour ce qu'ils sont, la manière dont les jeunes incarnent ces enjeux ne semble jamais être la bonne.*

La jeunesse fut de tout temps porteuse d'un message de rupture. Cependant, aujourd'hui, la place destinée à être occupée par la jeunesse dans le monde politique semble changer de nature. Sa présence dans le débat médiatique a augmenté et sa perception de la politique semble, elle aussi, en proie à de nombreux changements. Mais cette perception est-elle vraiment propre à la jeunesse des années 2000 ? Et si effectivement la jeunesse d'aujourd'hui est différente, comment l'expliquer ?

## EN RUPTURE AVEC LES PARTIS TRADITIONNELS

Ce thème de la jeunesse et de son engagement politique n'est pas nouveau. La jeunesse se constitue elle-même comme un thème social à part entière depuis les années 1960, et Mai 68 est la première expression de masse de cette jeunesse révoltée. La volonté de rupture et la jeunesse forment donc depuis un certain temps un couple qui fonctionne en duo. Il est néanmoins clair que l'entièreté des jeunes qui s'engagent ne sont pas en faveur d'une rupture incarnée par une révolution *queer* et anticapitaliste.

Les partis de droite et d'extrême droite trouvent eux aussi un écho dans la jeunesse. L'engagement à l'extrême droite, s'il s'inscrit en réaction à l'émergence de valeurs post-matérialistes (on parle de contre-révolution silencieuse), s'inscrit aussi dans une logique de rupture. L'extrême droite et ses idées réactionnaires ne sont pas nouvelles, elles ne changent pas même si elles prétendent répondre à des problèmes différents. Cependant la manière dont les jeunes s'en emparent se fonde, elle, sur une logique de rupture puisque ces derniers entendent aller à l'encontre d'une marche du monde qui leur est défavorable (un dominant ne l'est jamais autant que lorsqu'il se prétend dominé).

Mais face à cette volonté de rupture, quels moyens pour faire changer radicalement les choses ? Le militantisme jeune dans les partis traditionnels n'est plus représentatif de l'engagement de la jeunesse, qu'il s'agisse du Parti socialiste ou des Républicains. Les jeunes des partis politiques traditionnels ont, en général, plus servi à l'utilisation des jeunes pour promouvoir des candidats plutôt qu'à la réelle transmission d'un message.

Que ce soit à gauche ou à droite : en 2007, les jeunes de l'UMP se rangent ainsi d'une seule et unique voix convaincue derrière la promotion du candidat Sarkozy, faisant ainsi disparaître, derrière la ligne du parti, la voix des jeunes ; le Parti socialiste n'est pas en reste et, lorsque par exemple les Jeunesses socialistes de la Seine se montrent trop agitées en s'opposant fortement à l'Algérie française, le parti décide de les dissoudre.

Les partis traditionnels ont en réalité perdu leur crédibilité à représenter un message jeune et différent. Et la volonté de la jeunesse d'aujourd'hui est claire : il ne s'agit plus d'être l'outil de transmission d'un message mais d'incarner le message. Les partis traditionnels ont donc été largement délaissés par les jeunes qui, au vu des urgences propres à leur génération, n'ont pas le temps de se plier à des échéances électorales. Les jeunes sont au contraire plus présents dans les associations, les syndicats qui ont récemment émergé.



Le fort engagement dans de nouvelles organisations semble acter l'incapacité des outils traditionnels du champ politique à répondre aux préoccupations de la jeunesse. En outre, une partie importante des jeunes se déclare sensibles et concernés par certains enjeux, sans pour autant adhérer à des organisations conventionnelles. À ce titre la comparaison entre le nombre impressionnant de manifestantEs lors des marches pour le climat et le fait que seulement 11% des jeunes se disent proches du parti Europe Écologie Les Verts (enquête de l'institut Montaigne) montre bien que les partis politiques traditionnels n'ont plus le monopole de l'expression politique.

### AU LYCÉE, L'INSTITUTION OU LA RÉPRESSION

Il est possible d'expliquer ce phénomène par le manque d'écoute et de considération des institutions traditionnelles envers les jeunes.

Ce discrédit et cette volonté de délégitimer son action politique, le ou la jeune les rencontre dès la découverte de ses idéaux politiques. Le lieu de socialisation politique qu'est le lycée en est le parfait exemple. C'est au sein l'établissement scolaire que se font les premières manifestations, les premières discussions et débats politiques. Et si ce lieu semble aussi emblématique de la découverte d'une certaine forme de protestation ou d'implication, c'est parce qu'il arrive dans la vie d'unE jeune adolescentE au moment où il ou elle commence à s'émanciper de la sphère familiale. Et au sein de ce lieu où bouillonnent les prémices de la découverte du monde politique, deux choix s'offrent aux lycéenEs. Ils et elles peuvent choisir de s'engager de manière traditionnelle et conventionnelle dans la vie lycéenne en étant d'abord élu délégué de classe, puis être élu au Conseil de la vie lycéenne pour représenter ses camarades au conseil d'administration, et puis peut-être même au niveau régional ou national. Si ce modèle semble démocratique, il n'en est en réalité rien puisque la politique menée dans les lycées reste subordonnée aux choix faits par les dirigeants d'établissements et par le ministère de l'Éducation (un peu comme un État qui fonctionnerait à l'aide du 49.3 face à ses députés...). L'autre choix qui s'offre aux lycéenEs est donc celui d'une mobilisation moins conventionnelle,

qui passe principalement par le blocus et la manifestation. Dans ce cas-là, le ou la lycéenE se trouve confronté à plusieurs problèmes : il ou elle est qualifié de fainéantE cherchant juste à sécher les cours, on lui dénie toute légitimité, et enfin quand il ou elle semble vraiment trop convaincuE de ses idées la police se charge de lui rappeler qu'il évolue dans une République synonyme d'écoute et d'expression politique. Les élèves du lycée Joliot-Curie à Nanterre, cibles d'une importante répression en octobre, peuvent en témoigner. La vie politique lycéenne est donc représentative de ce que rencontre le ou la jeune lorsqu'il ou elle cherche à s'exprimer politiquement : du discrédit, une absence de structure adaptée et une répression.

### LA QUESTION CLIMATIQUE AU CENTRE

Mais pourquoi cette jeunesse se démarque-t-elle des précédentes, en refusant les moyens d'action qui était auparavant les siens ? Le bousculement majeur dans l'identité jeune, ce qui fait sa particularité est peut-être quelque chose de commun à l'entièreté de la société. Le contexte qui est celui des 20, voire 30 dernières années semble, en effet, être empreint d'une négativité persistante et d'un manque d'espoir dans l'avenir. Il ne s'agit plus de rendre les choses meilleures, seulement d'essayer de conserver tel quel ce dont nous disposons déjà. Les mobilisations sociales se font de moins en moins pour l'avancée des droits et libertés mais de plus en plus pour leur maintien. À cela s'ajoute un élément central de l'identité des jeunes : la crise et le changement climatique.

Il est aujourd'hui clair que, quel que soit son niveau de politisation, plus personne n'est en mesure d'ignorer l'existence de la crise climatique. Seulement, cette crise climatique n'impacte pas les générations de la même manière. En effet, l'appréhension différente de cet enjeu par la jeunesse est indéniable. Et cela pour plusieurs raisons. Pour la plupart des jeunes nés dans les années 2000, le changement climatique fait partie du quotidien depuis leur plus jeune âge. La place laissée à l'innocence n'est pas très importante lorsque l'entièreté du fonctionnement et des comportements de la société humaine sont à revoir, au risque de la disparition de l'espèce humaine. À cette responsabilisation précoce s'ajoute le fait que chaque rapport du GIEC, chaque article consacré au climat, chaque documentaire animalier n'ont de cesse de

rappeler l'urgence ainsi que notre inefficacité à agir face à cette dernière.

Cette omniprésence de la crise et de son caractère inéluctable pousse même certains jeunes à développer un syndrome d'anxiété climatique. Selon une étude menée par des universitaires étatsuniens, britanniques et finlandais sur 10 000 jeunes du monde entier, 46% d'entre elles et eux déclarent souffrir d'«éco-anxiété». Cette statistique témoigne de la place centrale prise par la cause environnementale, pas uniquement dans les causes qui mobilisent la jeunesse mais aussi dans son quotidien. Ce caractère omniprésent et urgent a amené aux plus grandes manifestations de jeunes de ces dernières années : les marches pour le climat de 2018, à l'initiative notamment de Greta Thunberg. Ces manifestations ont été marquées par un fort élan de très jeunes, pour une bonne partie lycéenEs, qui trouvaient dans ces rassemblements hebdomadaires un lieu de communion et d'action face au mépris apparent de la classe politique pour une réelle action climatique. Il est également intéressant de souligner que la plupart des militantEs d'organisation écolos sont des jeunes. Que ce soit avec Dernière Rénovation en France ou avec Stop Oil au Royaume-Uni, les actions de ces derniers mois ont laissé voir des jeunes engagés et déterminés dans la mise en œuvre d'actions directes dans le cadre de la lutte climatique. On ne peut appréhender la jeunesse d'aujourd'hui sans penser cette épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

### LA QUESTION DES INÉGALITÉS DE GENRE

D'autres enjeux, nouveaux par leur intensité ou leur thème, sont aussi l'apanage d'une jeunesse qui bouscule le champ politique. La question du genre et de la lutte contre les inégalités, si elle n'est pas nouvelle, rencontre un écho très fort chez les jeunes. Tout comme c'est le cas avec l'écologie, quel que soit son degré de politisation, la majorité des individus a une conscience de l'existence des inégalités de genre. De nombreux collectifs féministes ont émergé ces dernières années, portés par des jeunes femmes qui entendent bousculer et renverser le patriarcat et avec lui ses oppressions.

Il est encore une fois question du contexte dans lequel la jeunesse est appelée à grandir et à se construire. La génération de jeunes d'aujourd'hui s'est politisée avec MeToo, avec la conscience des



inégalités qui traversent l'absolue totalité des sphères sociales et sociétales. De nouvelles organisations émergent, mettant l'accent sur des oppressions jusqu'ici banalisées : l'exemple de NousToutes et des violences sexuelles et sexistes est parlant. Ce collectif né en juillet 2018 s'est depuis imposé comme un acteur central du féminisme et de la lutte contre les violences découlant du patriarcat hétérosexuel. Ces militantEs entendent tourner leur engagement vers l'action directe soit par de grandes manifestations, soit par des formations, soit par une pression exercée sur les politiques publiques. Son écho dans de nombreux départements, villes, universités témoigne d'une volonté de changement social généralisé et plus seulement institutionnel. Avec l'écologie, les inégalités de genre et les questions d'identité sexuelle — mobilisations pour les droits des personnes LGBTI — marquent la génération des années 2000 et font partie des thèmes nouveaux par leur intensité et par leur besoin d'une réponse efficace et urgente. D'autres thèmes plus traditionnels marquent aussi la jeunesse tels que la précarité étudiante. Cette dernière pousse une jeune sur deux

à se salarier en plus de ses études. Et si des politiques d'aide sont mises en place, ces dernières sont très largement insuffisantes. Cette précarité étudiante a d'ailleurs été très fortement accentuée par la crise du Covid. Si des mesures ont été mises en place pendant la crise sanitaire, comme le repas à un euro pour toutes les étudiantEs, elles ont depuis été supprimées. Alors que l'inflation n'a pas cessé et touche toujours aussi durement la population étudiante, les mesures visant seulement à atténuer des situations de crise extrême ne suffisent donc plus à rendre acceptable la situation de précarité à laquelle font face de nombreux jeunes. S'ajoutent à cela de forts problèmes d'isolement et de dépression, particulièrement présents chez les 18-24 ans. Tout cela se superpose, et produit une jeunesse qui ne se

voit pas faire le tour du monde en avion avec la promesse d'un emploi grassement payé à leur retour.

### UNE JEUNESSE « DÉPOLITISÉE » ?

Des enjeux nouveaux face à des structures anciennes : ici se cristallise la tension des mobilisations de la jeunesse. Cette tension débouche sur de la colère, de la frustration mais aussi, comme nous l'avons vu, sur de la mobilisation. S'il est possible de comprendre pourquoi cette jeunesse rompt avec les précédentes, comment expliquer le discrédit dont souffre la jeunesse dans une partie du discours médiatique et politique ? En effet, au cours de chaque cycle électoral, il est abordé la difficulté que

électorale. La jeunesse n'a pas attendu Jean-Luc Mélenchon pour être écologiste, sociale et féministe. C'est au contraire elle qui l'a poussé vers certaines positions politiques.

Les principales critiques contre les jeunes et leurs actions émanent, dans les faits, des branches institutionnelles et conventionnelles de la sphère politique et médiatique. Toutefois, cette critique finit par rencontrer sa propre contradiction. Il est vrai que 40% des jeunes (moins de 24 ans) n'a pas voté au premier tour des présidentielles. Mais ce fait est à mettre sur le compte d'un manque d'écho au sein de la population du régime représentatif. En cherchant à expliquer par les seules caractéristiques

propres à la jeunesse les raisons de l'abstention du vote des jeunes, on se trompe d'objet. C'est le système qui se présente à la jeunesse qui est à questionner, pas l'inverse. Malgré tout, il est toujours plus facile de porter un regard critique sur les jeunes plutôt que d'admettre que l'on n'est pas en mesure d'apporter des solutions aux problèmes qu'elles et ils rencontrent. La jeunesse n'est jamais à appré-



Paris, 19 novembre 2022, manifestation contre les violences sexuelles et sexistes.  
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

rencontrent les partis politiques à mobiliser les jeunes pour aller les faire voter (pour eux, évidemment). Le portrait parfois fait de la jeunesse tend à la faire paraître désengagée, animée par des enjeux individualistes et matériels. Au contraire, lorsque les jeunes se mobilisent en faveur d'un parti, comme ce fut le cas pour LFI, ce dernier met fortement en avant le fait qu'il dispose du soutien de la jeunesse. En faisant quelque part un argument d'autorité du soutien électoral de la jeunesse, cette stratégie politique occulte le fait que l'abstention ne rime pas forcément avec démobilisation. Face à tous les problèmes que nous avons évoqués, la jeunesse est en recherche d'efficacité. Pour cela, elle aura tendance à favoriser l'action directe, aux dépens peut-être de la mobilisation

hender comme une et indivisible. Les divisions qui la traversent sont similaires à celles qui traversent le reste de la société. Ce qui fait sa particularité, c'est que des thèmes transcendent la quasi-totalité des clivages politiques et partisans. Seules des grandes causes fédèrent et dépassent les oppositions politiques. La jeunesse n'a pas choisi ses combats, ces derniers s'imposent durement à elle. Et face à l'ampleur de sa tâche, elle n'a guère le temps de s'embarasser de considérations qui sont celles d'un autre temps. Si elle ne trouve pas les structures adéquates pour se mobiliser et changer brutalement les choses, la jeunesse créera ses structures en ou transformera d'autres. La révolution n'a jamais été aussi nécessaire, il est par conséquent grand temps de se donner les moyens de son ambition. □

# Les migrantEs dans le viseur de Darmanin

PAR LA COMMISSION NATIONALE IMMIGRATION ET ANTIRACISME DU NPA

*Le gouvernement, par la voix de sa Première ministre, a présenté au Parlement son projet de loi sur l'immigration (la 22<sup>e</sup> en moins de 40 ans), en d'autres termes contre les migrantEs. Pour Darmanin et ses sbires, il s'agit de « leur rendre encore plus la vie impossible », de renforcer les mesures empêchant leur régularisation, d'augmenter le nombre d'expulsions, c'est-à-dire de faire marcher à plein régime la machine à fabriquer des sans-papiers et de les désigner comme de dangereux/ses délinquantEs potentiellEs.*

**L**es réfugiéEs meurent par milliers en Méditerranée, et aussi dans la Manche. Sur le sol français, ils et elles subissent la maltraitance des préfetures, de l'État. Des femmes, qui représentent plus de 50 % des migrantEs, sont victimes, en plus de la misère et de la guerre communes à toutEs les exiléEs, de violences sexuelles, de prostitution forcée et, à leur arrivée, se heurtent à la non-prise en compte de leurs souffrances. Des mineurEs isoléEs, après avoir vécu la torture, l'esclavage, des violences inouïes, sont abandonnéEs ici à la rue... En fait d'accueil, la société française leur offre insécurité, harcèlement administratif, traque policière.

## UNE LOI QUI CRIMINALISE LES MIGRANT-E-S

Reprenant à son compte les propos nauséabonds du RN, le ministre de l'Intérieur désigne la dangerosité fantasmée des migrantEs sans papiers en utilisant de la façon la plus abjecte le meurtre de la jeune Lola. La circulaire envoyée aux préfets le 17 novembre indique le contenu répressif de la loi : systématisation des obligations à quitter le territoire français (OQTF) mais aussi des interdictions de retour sur le territoire français (IRTF), qui suspendent toutes les possibilités accumulées de régularisation. Tout refus d'asile sera suivi systématiquement

d'une OQTF avant le recours. Il ordonne aux préfets d'assurer un suivi serré et de veiller à ce qu'ils ne bénéficient d'aucune aide, voulant faire croire qu'ils auraient accès aux allocations. Alors qu'un étranger sans papier n'a droit à aucune allocation, sauf l'aide médicale d'État (AME) qui est remise en question. La multiplication des centres de rétention, l'assignation à résidence, l'inscription des étrangerEs sans papiers à qui aura été délivrée une OQTF au fichier des personnes recherchées (FPR), instaurent un véritable régime de traque et de criminalisation du statut d'immigréE. Ajoutons le retour de la « double peine » qui accompagne toute condamnation pénale d'une expulsion.

La rapidité est en outre préconisée dans la mise à exécution des OQTF. On sait ce que cela veut dire : la réduction des possibilités de recours et moins de droits pour les personnes concernées.

## UNE VISION UTILITARISTE DES MIGRATIONS

Le gouvernement, dans une vision fidèle à l'esprit néocolonial, tout en expulsant à tout-va, voudrait bien pouvoir quand même utiliser cette main-d'oeuvre taillable et corvéable à son pur profit comme à celui du patronat. Alors, il invente un nouveau titre

de séjour, celui de « métiers en tension » qui serait délivré à celles et ceux exerçant des métiers où il y a des pénuries de main-d'oeuvre en France. Mais il ne s'agira que de contrats précaires d'un an renouvelable.

Le nouveau titre de séjour prévu, dans la même logique que la nouvelle « réforme » de l'assurance chômage, offre aux patrons de secteurs dits « en tension » une main-d'oeuvre légale – aux conditions qu'ils exigent. Quel que soit le résultat sur les retraites, ils et elles auront ensuite beau jeu de dire que les conditions actuelles dans les autres secteurs sont des privilèges qu'il faut retirer. Tandis que les racistes auront beau jeu d'expliquer que les immigréEs seraient responsables de ce « dumping social ».

Il sera d'autant plus difficile de s'y opposer – y compris dans certains secteurs de notre classe – si on a laissé le virus raciste et sécuritaire développé dans la loi Darmanin se diffuser.

## L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

Dans ce contexte, l'extrême droite fait une fois encore de la surenchère raciste. Si elle peut se permettre de s'afficher plus résolue tout en jouant la carte de la « respectabilité », c'est grâce aux politiques anti-migratoires que les gouvernements néolibéraux – de droite comme « de

gauche » – ont développées depuis des décennies banalisant un racisme, aujourd'hui à dominante islamophobe et négrophobe. L'immigration stoppée ou choisie (qui a la préférence d'une partie du patronat) réclamée par les Zemmour et autres Le Pen, est déjà en place. Tout comme est en place – et souvent sous prétexte de lutte contre le « terrorisme islamiste » – une politique brutalement répressive dans les quartiers populaires et d'immigration livrés aux forces policières largement gangrenées par le racisme et le fascisme. Nul doute qu'au pouvoir, les fascistes feraient pire. D'un racisme d'État on passerait à un État raciste mettant en œuvre une épuration de tout ce qui mine la nation : les personnes racisées mais aussi le mouvement ouvrier et toute forme de démocratie. Ce passage est préparé – idéologiquement, juridiquement, institutionnellement, matériellement – par les politiques de gouvernements qui osent encore se prétendre « démocratiques » !

#### QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS ?

La propagande mensongère du gouvernement cherche à désigner l'étranger comme dangereux, encourageant ainsi le racisme et la montée du fascisme. C'est la vieille recette du bouc émissaire pour détourner le mécontentement. Les chiffres de la délinquance étrangère sont stables,

à un niveau bas entre 14 % et 16 %, bien loin des 50 % agités ! Et dans ces chiffres sont mélangés tous les délits, y compris les infractions liées au séjour irrégulier.

Faire échec à la loi Darmanin est un enjeu pour nous toutes et tous. Il s'agit de se battre pour un autre avenir, un autre monde que celui de la pauvreté, des murs, des inégalités, du racisme. Une société où il fera bon vivre, qui développera les valeurs de solidarité, d'acceptation de l'autre et de la diversité en donnant à toutes et tous les moyens de vivre dignement.

Les manifestations du 18 décembre ont été le premier round et une première dynamique de cette bataille générale dans toutes les villes de France. La possibilité de gagner contre cette loi reposera sur l'unité de toutes les forces et de la diversité des modes d'action (de rue, juridiques, médiatiques ou institutionnels). Mais disons-le sans détour : le moteur du succès sera la mobilisation populaire.

Alors les suites doivent déjà se construire. Dans tous les lieux de travail, dans tous les quartiers, même à petite échelle, il faut organiser rapidement des réunions d'information sur le projet de loi et ses conséquences. Et réunir les forces, les coordonner. À Paris, une assemblée publique est déjà planifiée pour le 20 janvier. Et ailleurs ? La victoire n'est jamais sûre. Elle ne sera plus loin quand nous serons nombreux à l'entrevoir

comme possible. Construire cette possibilité commence aujourd'hui.

#### UNE ALTERNATIVE FACE À LA FASCISATION

Les gouvernements au service du capital, loin d'être un rempart contre le fascisme, ne font que lui paver la voie, y compris par leur politique antisociale qui jette des millions de travailleurEs dans la paupérisation et le désespoir instrumentalisé par l'extrême droite. L'urgence est dans la construction d'une alternative politique rompant avec ces politiques antisociales, autoritaires et racistes – avec le capitalisme. Une telle alternative ne pourra se construire que si elle prend la mesure de la fascisation en cours et du danger. Et si elle prend en charge la lutte contre le fascisme et ce qui en constitue le cœur : le racisme et le nationalisme impérialiste qui s'entretiennent l'un l'autre, et contre toutes les formes d'oppression générées par le capitalisme. Une lutte trop longtemps – et aujourd'hui encore – considérée dans le mouvement ouvrier, y compris dans une gauche qui se veut révolutionnaire, comme secondaire, voire comme une diversion de la « lutte de classe ». Construire une telle alternative passe dès aujourd'hui par la mise sur pied d'unités d'action du mouvement ouvrier/social et par le combat aux côtés des migrantEs et des habitantEs des quartiers populaires qui ont déjà un avant-goût de ce que pourrait être la terreur fasciste. □

#### **Extraits de l'appel « Solidarité, liberté, égalité, papiers : contre Darmanin et son monde ! »**

Le monde aujourd'hui incarné par Darmanin chasse, agresse, tue, expulse, discrimine, surexploite et divise sur la base de l'origine, la couleur de peau, la nationalité, la religion.

Ce monde qui brise les solidarités détruit aussi la planète, développe toutes les inégalités et s'attaque à tous nos droits. Ce monde porte la guerre et le fascisme.

Ensemble sans-papier, migrante, migrant, étranger, étrangère, racisé-e, musulmane, musulman, syndicaliste, féministe, écologiste, habitant-e des quartiers, organisons-nous, mobilisons-nous.

Nous disons que si nous ne ripostons pas quand l'un-e d'entre nous est discriminé-e, humilié-e, réprimé-e, exploité-e ce sont toutes nos luttes qui sont affaiblies.

Des centaines de milliers de sans-papiers vivent et travaillent aujourd'hui en France, cotisent, déclarent et paient des impôts sans aucun droit. Au moment où même certains patrons demandent des régularisations l'unité est plus que jamais cruciale pour gagner la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, l'égalité des droits et des revenus et des conditions de travail décentes pour toutes et tous, français-e-s comme étranger-ère-s.

Si elle est brisée en un de ses points la solidarité ne peut tenir.

Acceptée pour les sans-papiers, l'inégalité sera plus difficile à combattre sur d'autres questions. Entre unité ou racisme, entre solidarité ou nationalisme, il faut choisir. Il en va de notre avenir à tou-te-s.

Dans le monde incarné par Darmanin, l'étranger, l'étrangère, est le problème, l'ennemi.

Mais nous sommes des millions d'étrangers, d'étrangères à son monde.

Ensemble devenons le problème de Darmanin. Notre monde s'appelle Solidarité.

Nous appelons à nous mobiliser partout ensemble et à inscrire nos revendications dans toutes les luttes.

# L'impossible transition énergétique

PAR CHRISTINE POUPIN

*La transition énergétique est omniprésente dans les discours de toutes celles et tous ceux qui prétendent combattre le changement climatique. Elle apparaît comme la potion magique permettant d'échapper au cataclysme.*

Ce discours n'est pas récent. Vieux de cinquante-cinq ans, il fait miroiter un changement dans la continuité, une évolution harmonieuse et « naturelle » voire inévitable. Transition, ça sonne bien, tranquille, sans heurts, à la différence des brutales « rupture » ou pire « révolution ». Il n'est donc pas inutile d'examiner de plus près cette formule qui revient comme un mantra, son (in)efficacité, son histoire, sa fonction.

## DU CÔTÉ DES COPS

En novembre 2022, alors que la planète brûle et qu'il y a urgence absolue, la COP27 se termine à nouveau sur le refus des États de s'attaquer réellement aux énergies fossiles. La prochaine COP se tiendra à Dubaï, autant dire qu'il y a peu de chance qu'elle fasse mieux que les précédentes.

Dans l'ensemble du texte final adopté à Charm el-Cheikh, le mot « transition » ne revient pas moins de onze fois et à quatre reprises la transition est même qualifiée de juste !

Ce n'est qu'en 2021, à Glasgow, que les énergies fossiles ont été citées (timidement) pour la première fois dans l'accord officiel. Un an après, la COP27 se contente de répéter les mêmes formules creuses. Le point seize contient la seule occurrence des mots « fossiles » et « charbon ». Les termes « gaz » et « pétrole » sont quant à eux purement et

simplement absents, alors que la combustion du charbon, du pétrole et du gaz est à l'origine de près de 90 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, et que le charbon pour produire de l'électricité en émet à lui seul 45 %. Dans un chef-d'œuvre de prudence alambiquée, il « invite les Parties à accélérer la mise au point, le déploiement et la diffusion de technologies, ainsi que l'adoption de politiques, afin d'opérer une transition vers des systèmes énergétiques à faibles émissions, notamment en intensifiant rapidement le déploiement de mesures de production d'électricité propre et d'efficacité énergétique, y compris en accélérant les efforts en vue de l'abandon progressif (phase down) de l'électricité produite à partir de charbon et de la suppression progressive (phase out) des subventions inefficaces en faveur des combustibles fossiles ».

Dans la partie III consacrée à l'énergie, « les transitions propres et justes vers les énergies renouvelables » visent à « renforcer un bouquet énergétique propre, y compris les énergies renouvelables et à faible taux d'émission, [...] dans le cadre de la diversification des bouquets et des systèmes énergétiques ». On comprend bien que diversification ne signifie ni suppression ni remplacement des combustibles fossiles qui ne sont même pas mentionnés. Développer les énergies renouvelables ? Oui, si ça rapporte,

mais surtout en les additionnant aux fossiles dont il n'est pas question de sortir. On appréciera aussi la notion de « bouquet énergétique propre » lourd de technologies hasardeuses comme la capture-séquestration du carbone tant vantée par l'industrie fossile qui fait miroiter la possibilité de capter le CO<sub>2</sub> en sortie de cheminées d'usine. L'industrie était omniprésente avec 636 lobbyistes, encore plus nombreux lors de cette COP que lors de la précédente et plus nombreux que les délégations nationales des dix pays les plus touchés par les dérèglements climatiques, selon l'ONG Global Witness.

## ET DANS LA RÉALITÉ ?

Les dernières années sont riches d'enseignements. En 2020, la pandémie a fait chuter l'activité économique et la demande en énergie, et le confinement a provoqué une réduction importante de l'utilisation des combustibles fossiles en particulier dans les transports. Cela s'est reflété dans la diminution des émissions de CO<sub>2</sub> fossiles estimée à -7 % en moyenne (-12 % aux États-Unis, -11 % dans l'Union européenne). Une baisse d'autant plus notable que ces émissions ont été en hausse continue entre 2005 et 2018 (+ 1,4 % par an en moyenne entre 2005 et 2017, + 1,9 % en 2018).

En 2021, la relance de l'activité économique mondiale a entraîné une

augmentation de 4 % de la demande mondiale d'énergie. Malgré la croissance importante des énergies renouvelables, la majeure partie de l'augmentation de la demande a été satisfaite par les combustibles fossiles. Ainsi, pour la production d'électricité, l'utilisation des énergies renouvelables a cru de 5 %, celle du charbon de 9 %. Cette explosion se traduit mécaniquement par des émissions record de CO<sub>2</sub> en hausse de 6 %.

La hausse de la demande conjuguée à une crise de l'offre et aux effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine provoque une crise énergétique mondiale qui se traduit par une hausse des prix sans précédent et... des bénéfices pour les groupes fossiles tout aussi exceptionnels. À partir de septembre 2021, les prix ont atteint des niveaux supérieurs même à ceux de 1973 en pleine crise pétrolière ; celui du gaz a été multiplié par dix en Europe et en Asie, par trois aux États-Unis. Ces augmentations n'ont pas fait reculer leur utilisation, tout au contraire. Face aux prix élevés des énergies fossiles, loin de chercher à s'en affranchir, beaucoup de gouvernements ont mis en œuvre des politiques qui n'ont fait qu'en renforcer la place. On assiste selon les cas à l'augmentation de la production interne (charbon en Chine), à un rebond de l'exploitation de gisements que l'augmentation des prix rend à nouveau rentables (fracturation hydraulique pour le gaz aux États-Unis...), à la diversification des importations vers des produits comme le GNL (gaz naturel liquéfié) émetteur puissant de gaz à effet de serre car il doit être liquéfié par compression pour être chargé dans les méthaniers puis regazéifié pour être utilisé, les deux procédés consommant de l'énergie fossile. La liste serait trop longue des projets climaticides (re)lancés à la faveur de la crise. Surtout, comme le montre une analyse publiée le 29 août 2022 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le soutien public global apporté aux combustibles fossiles dans 51 pays du monde a presque doublé, passant de 362,4 milliards de dollars en 2020 à 697,2 milliards de dollars en 2021. Et il ne s'agit là que du soutien direct.



Paris, 12 mars 2022, manifestation pour le climat Look Up. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

### « LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE N'EST PAS EN MARCHÉ ».

C'est ce qu'affirme et démontre le rapport sur la situation mondiale des énergies renouvelables 2022 de REN21<sup>1</sup>.

En effet, avant la pandémie, sur dix ans, les capacités de production des énergies renouvelables ont effectivement augmenté, mais la consommation d'énergie globale et l'utilisation des combustibles fossiles ont crû plus rapidement. En conséquence, la part des combustibles fossiles dans la consommation finale totale d'énergie est restée sensiblement la même depuis 2009 (de 80,7 % en 2009 à 79,6 % en 2019). Les énergies renouvelables ont fourni un peu plus de 11,7 % de la demande finale mondiale d'énergie en 2019, en légère hausse par rapport aux 8,7 % de 2009. Pourtant, sur cette période, les coûts de production des énergies renouvelables ont baissé spectaculairement. Ainsi, le coût du solaire photovoltaïque a chuté de 89 % entre 2010 et 2021 (de 0,400 à 0,046 dollars par kWh).

### DES FINANCEMENTS ET DES SUBVENTIONS FARAMINEUX POUR LES FOSSILES

De 2016 à 2021, les soixante plus grandes banques mondiales ont octroyé entre 723 et 830 milliards de dollars par an aux criminels climatiques, pour atteindre le montant cumulé de 4 600 milliards de dollars. En 2021 leur financement du secteur particulièrement destructeur des sables bitumineux a augmenté de 51 %. Du côté des bénéficiaires on trouve TotalEnergies, Exxon Mobil, BP, Petrobras ou Saudi Aramco et du côté des financeurs J. P.

Morgan occupe la première place et BNP Paribas la dixième mais la première comme financeur du pétrole et du gaz offshore.

Les États ne sont pas en reste. « Les combustibles fossiles reçoivent 11 millions de dollars de subventions par minute » annonce le FMI. Selon lui « à l'échelle mondiale, les subventions aux combustibles fossiles s'élevaient à 5 900 milliards de dollars ou 6,8 % du PIB en 2020 et devraient atteindre 7,4 % du PIB en 2025 ». Soit, chaque année, davantage que le total des moyens accordés à la santé dans le monde.

Pour arriver à ce résultat, l'étude du FMI prend en compte les soutiens aux énergies fossiles au sens large, à savoir les subventions directes, ou explicites, au pétrole, au gaz et au charbon. Il s'agit des réductions gouvernementales sur les prix des carburants ou du soutien direct aux producteurs, mais aussi des subventions implicites liées au financement des conséquences négatives de l'usage de ces énergies. Et ce sont elles qui pèsent le plus lourd dans la balance, 88 %. Ce calcul est soutenu par l'idée toute libérale que le « prix correct » des fossiles intégrant ces « externalités négatives » permettrait aux mécanismes de marché, de concurrence non faussée, de jouer leur rôle et de conduire à la transition vers les renouvelables devenues ainsi compétitives. Cependant il permet de mettre en évidence les effets délétères des fossiles et... des choix des États.



Effectivement, c'est bien l'argent public qui supporte les coûts cachés mais bien réels : ceux liés à la pollution atmosphérique représenteraient près de la moitié des subventions mondiales, suivis des coûts du réchauffement climatique, puis d'autres conséquences matérielles, telles que les embouteillages et l'entretien des infrastructures, ou humaines, tels les accidents de la route...

Alors que la transition énergétique n'existe pas dans la réalité, comment expliquer l'acharnement à l'invoquer avec autant d'entêtement au mépris des faits ?

### D'OÙ VIENT L'EXPRESSION « TRANSITION ÉNERGÉTIQUE » ?

Cette expression à géométrie variable prétend tantôt décrire le passé, tantôt préparer l'avenir. Pour Jean-Baptiste Fressoz<sup>2</sup> qui se penche sur sa généalogie aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, elle a pour fonction « *de projeter un passé énergétique imaginaire pour annoncer un futur qui pourrait l'être tout autant* ». Il constate que contrairement à ce qui est ressassé, l'histoire énergétique n'est pas faite de transitions énergétiques, mais d'additions. Invoquer des phases qui feraient se succéder l'avant révolution industrielle du bois, puis le XIX<sup>e</sup> siècle du charbon suivi du XX<sup>e</sup> siècle du pétrole est en contradiction avec la réalité historique. Ainsi la révolution industrielle a en réalité vu la consommation de bois exploser au XIX<sup>e</sup> siècle dans les pays industrialisés. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Grande-Bretagne a consommé davantage de bois pour la seule extraction du charbon de ses mines (planches, étais, poteaux) qu'elle n'en brûlait au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le pétrole ne remplace pas la houille, mais en augmente l'extraction pour ses tankers, pipelines, raffineries. L'automobile nécessite des infrastructures et de la sidérurgie qui en consomment énormément... L'idée de transition ne s'appuie donc pas sur « une observation du passé » qui a vu les consommations de charbon, de pétrole et d'hydroélectricité augmenter conjointement et s'ajouter, mais vient de « l'anticipation du futur » ; « *elle ne vient pas des historiens, mais du milieu de la*

*prospective énergétique* ». Son émergence est relativement récente et intimement liée au nucléaire.

En 1953, un rapport commandé par l'AEC (Atomic Energy Commission), intitulé *Energy in the Future*, s'appuie sur trois arguments : la demande croissante en énergie, l'épuisement du pétrole et du charbon à l'horizon d'un siècle et... le réchauffement climatique, pour en conclure que les réserves fossiles seront épuisées en 2050 et qu'une « transition vers le nucléaire » est inexorable. Le nucléaire promu est celui des surgénérateurs censés « *ouvrir un avenir énergétique sans fin à l'humanité* » et échapper aux menaces que ferait peser la raréfaction des ressources énergétiques. Il ne s'agit pas d'être compétitif face aux énergies fossiles mais de les remplacer quand elles deviendront rares ou épuisées. La question du nucléaire n'est alors pas économique mais existentielle. Dans la foulée se multiplient les alertes sur le pic pétrolier, la crise énergétique (bien avant le choc pétrolier de 1973)... toujours associées à la promotion des surgénérateurs. C'est dans ce contexte que naît en 1967, l'expression de « transition énergétique ». Jusqu'à nos jours, elle connaît un immense succès recouvrant des propositions diverses et variées, contradictoires.

Dans la bouche de Carter en 1977, elle désigne un plan énergétique qui prévoit la multiplication par trois de l'extraction de houille. J.-B. Fressoz souligne qu'à l'appui de son discours, Carter convoque l'histoire et la fable de trois systèmes énergétiques, bois puis charbon puis gaz/pétrole, se succédant quasi naturellement dans le temps.

### TRANSITION : LE GRAND FOURRE-TOUT.

Face au changement climatique, au tournant des années 1980 la réponse est : « on a le temps ». La déclaration issue de la première conférence mondiale sur le changement climatique qui se tient à Genève en 1979 affirme : « *Il est possible que les effets du changement climatique deviennent significatifs au milieu du siècle prochain. Cette échelle de temps est suffisante pour réorienter si nécessaire la manière dont opère l'économie mondiale, l'agriculture et la production énergétique* ». Le délai de mise en œuvre d'une transition hors des fossiles est

estimé à environ cinquante ans. Il importe donc de se hâter lentement...

À partir de ce moment, la transition énergétique deviendra le mot clé de toutes les conférences internationales, l'élément de langage récurrent des gouvernements. C'est l'autre nom de la procrastination climatique. Dans les trois décennies qui suivent, la consommation mondiale de gaz est multipliée par trois, celle de charbon par deux et celle du pétrole augmente de 60 %.

Depuis 2010, aux États-Unis, la « transition énergétique » couvre le développement à grande échelle de l'extraction de gaz de schiste pour affranchir le pays des hydrocarbures importés du Proche-Orient. En France, c'est aussi au nom de la transition énergétique que Macron relance le programme nucléaire promu énergie décarbonée...

Transition aussi du côté de travaux de modélisation pour atteindre la « neutralité carbone » en 2050. Le scénario de Négawatt s'appuie sur l'articulation sobriété-efficacité pour diviser par deux la consommation d'énergie et sur le développement des renouvelables jusqu'à 100 % de la production. Il prévoit l'arrêt total du nucléaire en 2045. L'ADEME présente quatre scénarios qui se distinguent par le volume de la baisse de la consommation (de -55 % à -25 %) et, de manière inversement proportionnelle, celui de l'absorption du CO<sub>2</sub> par les « puits de carbone » que constituent les forêts et les prairies voire par des technologies (hasardeuses) de captation-séquestration. En revanche, ils ont tous en commun de garder au moins une part de nucléaire. Après avoir fait le choix, parmi trois hypothèses, de celle du « moindre changement des mode de vie et de réindustrialisation profonde » qui aboutit à la prévision de consommation d'énergie la plus haute en 2050, RTE (réseau de transport d'électricité) présente six scénarios de production d'électricité : trois d'abandon du nucléaire entre 2050 et 2060 et trois impliquant la construction de nouveaux réacteurs nucléaires pour fournir entre 25 % et 50 % du mix d'ici 2050. Son évaluation des six scénarios conclut sans surprise à privilégier le renouvellement du parc nucléaire !

Ces travaux ont le grand mérite de fournir des éléments chiffrés sur les différentes consommations, sur les capacités de production, sur les

possibles économies d'énergie... des chiffres à considérer toujours avec un esprit critique. Ils mettent aussi en évidence, parfois involontairement par le biais qu'ils introduisent, que les choix énergétiques sont des choix politiques et sociaux, des choix de société.

### CHANGER D'ÉNERGIE ET... CHANGER DE SOCIÉTÉ

Le productivisme capitaliste fondé sur l'extractivisme fossile a conduit l'humanité dans une dramatique impasse à la fois écologique et sociale. Parmi les multiples bouleversements écologiques, le changement climatique est le plus global et le plus dangereux. Il menace de rendre la terre inhabitable pour des milliards d'hommes, de femmes et d'enfants, les plus pauvres et les moins responsables de ce désastre. Pour arrêter la catastrophe en marche, il faut impérativement réduire de moitié les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et de méthane avant 2030 et les annuler avant 2050. La fin des énergies fossiles n'est pas négociable. Il faut impérativement passer d'un système énergétique basé à 80 % sur les énergies fossiles à un nouveau système basé sur les renouvelables. Il s'agit bien d'un nouveau système et pas de remplacer les premières par les secondes dans un système demeuré identique. Ce système a été construit pour les fossiles. Reconduire

la même production centralisée, le même mode de distribution... serait à la fois inefficace, écologiquement destructeur et socialement désastreux.

Comme le souligne Laurence Raineau<sup>3</sup>, « le système énergétique actuel ne permet pas aux énergies renouvelables de tirer profit de leur plus grand atout : exploiter partout les multiples sources d'énergie présentes localement, même en faible densité afin qu'elles s'additionnent et se complètent ». Un nouveau système devrait « s'adapter à cette énergie abondante, inépuisable, mais éparse, en rapprochant par exemple la source de l'usage ».

Sortir des fossiles signifie à la fois que 80 % environ des réserves connues de charbon, de pétrole et de gaz naturel doivent rester dans le sol et qu'une très grande partie des installations liées au système énergétique fossile doit être mise au rebut (le reste devra être mis au service de la construction du nouveau système). Or, réserves et infrastructures (un cinquième du PIB mondial) représentent du capital pour les compagnies et les États capitalistes qui les possèdent. L'énorme destruction de capital incontournable n'a pas grand-chose à voir avec une transition en douceur : elle implique l'affrontement avec les secteurs les plus puissants et structurants du système capitaliste !

Si le vent, le soleil... sont inépuisables,

les matériaux nécessaires à leur utilisation ne le sont pas. Il est donc incontournable de réduire la consommation finale d'énergie et donc la production matérielle et les transports. Cette décroissance est une contrainte physique objective : c'est dans ce cadre que certaines productions doivent croître pour répondre aux gigantesques besoins insatisfaits de la partie la plus pauvre de l'humanité. Répondre à ces deux impératifs impose une rupture radicale avec le système capitaliste et sa logique productiviste : il s'agit de produire non plus des marchandises pour le profit mais des valeurs d'usage pour satisfaire les besoins. Ce n'est plus la logique du profit qui guide et organise la production mais la détermination démocratique des besoins humains réels et la régénération de l'écosystème mondial... Il s'agit d'un véritable changement de civilisation, d'une révolution écosocialiste ! □

1) REN21 est une communauté mondiale d'acteurs des énergies renouvelables issus du secteur scientifique et académique, de gouvernements, d'ONG et de l'industrie.

2) Jean-Baptiste Fressoz. « La "transition énergétique", de l'utopie atomique au déni climatique : USA, 1945-1980 », in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2022/2 (n° 69-2), p. 114 à 146.

3) Laurence Raineau, « Adaptation aux changements climatiques: Vers une transition énergétique? », in *Natures Sciences Sociétés*, 2011/2 (vol. 19), p. 133 à 143.



# Les États-Unis de Biden, entre transition climatique et gigantisme militaire

PAR THIERRY LABICA

*Avec l’Inflation Reduction Act adopté le 16 août 2022, le gouvernement Biden paraît déterminé à engager une politique volontariste de transition énergétique de l’économie américaine. Quelques mois plus tôt, sous ce même gouvernement, était adopté un budget de défense d’une ampleur exceptionnelle. Ce qui suit vise à observer les liens apparemment contradictoires qui unissent ces deux projets et leurs enveloppes budgétaires massives. On trouvera là une illustration supplémentaire de la manière dont les logiques désastreuses de l’hyper-militarisme s’inventent une seconde vie au nom de la lutte contre le réchauffement climatique.*

À la suite du retour des États-Unis dans l’accord de Paris, geste quasi-inaugural de la présidence de Joe Biden, la rupture avec les dénis obscurantistes des années Trump est indiscutable. Deux décrets présidentiels (*Executive Order*, EO) allaient d’ailleurs immédiatement donner consistance à la nouvelle orientation : les EO 13990 et 14008, respectivement, du 20 et du 27 janvier 2021. EO 13990, en particulier, annonce la « restauration » de l’expertise scientifique au cœur de la lutte contre la crise climatique. En outre, ce même décret procède, à la fois, à une longue série de révocations d’EO pris par D. Trump, et au rétablissement de ceux d’Obama que Trump avait révoqués, et qui établissaient notamment la protection de zones maritimes de la région arctique<sup>1</sup>.

## L’INFLATION REDUCTION ACT, PROTECTIONNISME ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Mais c’est surtout avec la loi intitulée *Inflation Reduction Act* (IRA), adoptée le 16 août 2022, dans le prolongement des décrets initiaux, que le gouvernement étatsunien a donné le signal d’un engagement d’une ampleur inédite dans la

lutte contre le changement climatique, pour la transition énergétique et une décarbonation accélérée de l’économie nord-américaine.

L’IRA vise quatre objectifs principaux : la baisse des coûts de santé, la réduction des déficits, la lutte contre l’inflation et la baisse des factures d’énergie, et la transition énergétique au service de la lutte contre le changement climatique. À ces fins, la nouvelle loi prévoit de récolter près de 737 milliards de dollars sur les dix années à venir, à partir d’un investissement de départ de 437 milliards. La réalisation de cet objectif passe notamment par une nouvelle fiscalité à hauteur de 15% sur les entreprises dont les bénéfices annuels excèdent un milliard de dollars et qui, dans nombre de cas, ne payent *aucun* impôt. La rentrée fiscale prévue est de 222 milliards sur la même période<sup>2</sup>. La réduction du déficit fédéral attendue s’élève donc à 300 milliards de dollars.

Une très grande partie de cet investissement – 370 milliards de dollars (sur 437, donc) – est consacrée à la lutte contre le changement climatique : abattements fiscaux ciblés, financements pour les énergies renouvelables, les véhicules électriques, la rénovation énergétique

de l’habitat, et mesures incitatives en direction des entreprises afin qu’elles réduisent leurs émissions de méthane. On note que cette énorme enveloppe comporte, entre autres, un financement de 4 milliards de dollars supplémentaire destinés à des mesures réparatrices face aux épisodes de sécheresses dans l’ouest des États-Unis.

Une remarque avant de poursuivre : l’UE, notamment par la voix du président français, E. Macron, lors de ses trois jours de visite aux États-Unis, s’est émue du caractère jugé nettement protectionniste de l’IRA. Pour E. Macron, l’IRA n’est pas conforme aux règles de l’OMC, ni à celles de « l’amitié ». S’il est inutile de commenter sur la nature « amicale » du cadre de l’OMC, les geignements européens en disent toujours un peu plus long sur le dogmatisme néolibéral totalement décrépité des dirigeantEs de l’UE, et, faut-il se risquer à le dire, la naïveté de leur déception face au peu de considération de la part de la puissance américaine dans ses choix stratégiques. Mais après tout, l’EU, porte-avions Charles-de-Gaulle en tête, est peut-être secrètement sur le point d’envoyer une flotte croiser au large des côtes nord-américaines afin d’exiger le respect des règles et normes



internationales face au coup de force de son « ami ».

Quoi qu'il en soit, on aura vu cette politique américaine se prolonger jusqu'au sommet de la COP 27 à Charm el-Cheikh en novembre dernier. Biden y a annoncé ce que l'on peut considérer comme la continuation de cette même stratégie, cette fois à l'échelle de la politique extérieure de États-Unis.

Sans pouvoir rendre compte ici de l'ensemble de ces annonces importantes<sup>3</sup>, l'esprit général de la stratégie présentée est clair : toujours au nom de la cause de l'énergie propre du futur, il s'agit « *d'aider à développer les nouveaux instruments et mécanismes financiers à même de mettre l'investissement privé au service de l'adaptation* », de « *soutenir les exportations américaines de technologies respectueuses du climat* » et « *de connecter l'industrie US aux principaux projets d'infrastructures de transports des économies émergentes* ».

En d'autres termes, l'occasion est à saisir pour constituer un vaste espace de déploiement de la finance et du secteur industriel privé américains, à travers le continent africain notamment où, incidemment, se sont déjà largement répandus, au cours des quinze dernières années, la diplomatie, le commerce, l'industrie et les grands projets infrastructurels chinois.

### **PUISSANCE MILITAIRE, IMPÉRIALISME ET NORME FOSSILISTE**

Le pouvoir américain semble donc présenter une trajectoire cohérente quant à ses orientations en matière de politique climatique, du retour dans l'accord de Paris et des EO du début 2021 jusqu'à la COP27 en passant par l'IRA : relance de l'industrie et de l'emploi aux États-Unis mêmes, en concertation avec les organisations syndicales ; projet de redynamisation économique des régions les plus pauvres, qui entend également répondre aux discriminations raciales systémiques ; protection et promotion volontaristes des intérêts nationaux à échelle domestique comme globale. Les choses se compliquent un peu cependant lorsque l'on se penche sur l'autre grande enveloppe budgétaire décidée à la toute fin de l'année 2021, à une large majorité par les deux chambres : pour l'année 2022, le budget militaire américain allait atteindre la somme de 778 milliards de dollars, au-delà de ce que le gouvernement Biden avait d'ailleurs requis. Et un an plus tard, le 8 décembre 2022, la

chambre des représentants a soutenu le projet d'une hausse supplémentaire pour l'année 2023 en vue d'atteindre une enveloppe budgétaire de 858 milliards de dollars (soit 45 milliards de plus que ce qu'a proposé Biden lui-même<sup>4</sup>).

La question devient alors immédiatement de savoir comment résoudre la contradiction entre les grandes préoccupations climatiques du gouvernement américain (dûment inquiet de la succession de plus en plus rapide d'événements climatiques extrêmes) et la promotion toujours plus fervente d'un gigantisme militaire qui, en lui-même, signifie la négation la plus stricte de tout projet de lutte contre le dérèglement climatique et la destruction environnementale.

Il y a d'abord, en effet, ce que nous disent les simples constats empiriques : les grands conflits armés induisent des effondrements généralisés tout à la fois sociaux, moraux, psychiques et environnementaux et ce, pour de longues périodes. ChacunE peut songer aux effets durables des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, ou des 388 000 tonnes de napalm déversées sur les forêts vietnamiennes, ou aux grandes épidémies de cancers causées par l'usage d'obus en uranium appauvri lors des deux guerres du Golfe ou dans les Balkans<sup>5</sup>. On pense également aux tactiques de sabotage et de bombardement d'installations pétrolières utilisées par tous les belligérants, au Koweït (1991), en Irak (1991, 2003) ou en Syrie (2015), et qui eurent pour conséquence des incendies produisant des dégagements de CO<sub>2</sub> massifs. Par exemple, au cours des mois d'avril et mai 1991 au Koweït, on estime que l'équivalent d'environ trois millions de barils de pétrole brûlèrent chaque jour, conséquence des incendies des infrastructures pétrolières du pays<sup>6</sup>.

### **L'ARMÉE US, LE PLUS GROS POLLUEUR INSTITUTIONNEL AU MONDE**

Moins évident, peut-être, est le fait que le seul entretien de l'immense logistique de défense américaine, si étroitement dépendante de la ressource pétrolière, fait de l'armée américaine le premier pollueur institutionnel au monde. Comme certains l'ont noté, le complexe militaire étatsunien émet à lui seul plus de gaz à effets de serre que nombre d'économies avancées telles que le Danemark, la Suède ou le Portugal<sup>7</sup>. Comme le documente Neta Crawford pour le centre de recherche Costs of War de l'université

Brown, le département de la Défense est le plus gros consommateur d'énergie des États-Unis et le premier consommateur institutionnel au monde de pétrole. « *Depuis 2001, le département de la Défense [DOD] a régulièrement représenté entre 77 et 80% de l'ensemble de la consommation énergétique du gouvernement américain* » ; « *Les installations liées aux opérations et aux infrastructures de déploiement de la puissance US comprennent plus de 560 000 sites, avec 275 000 bâtiments répartis sur 800 bases recouvrant l'équivalent de 11 millions d'hectares de terrain aux États-Unis et à travers le monde.* » La consommation globale de pétrole par la puissance militaire américaine reste cependant délicate à estimer dans la mesure où, dans le cadre des accords de Kyoto de décembre 1997, les États-Unis firent en sorte que le carburant utilisé à des fins de transport militaire dans le cadre d'opérations multilatérales ne soit pas comptabilisé dans les émissions américaines<sup>8</sup>.

Au-delà de la seule question de la consommation titanesque de pétrole induite prioritairement par l'aviation de guerre américaine (mais également par tout l'ensemble de la logistique de transport terrestre et maritime), il faudrait évoquer la multiplicité et l'intensité des pollutions chimiques des sols, de l'air, et des nappes phréatiques invariablement liées à la présence des bases militaires : fuites, feux de déchets et de matériaux hautement toxiques, contaminations... Dans son grand livre consacré à l'histoire des bases américaines à travers le monde, le chercheur David Vine rapporte, parmi de nombreux exemples, qu'« *un porte-parole de l'armée reconnut que dans les eaux côtières de onze États [des États-Unis], "l'armée s'était secrètement débarrassée en mer de 3000 tonnes de gaz moutarde et de gaz de combat, en plus de 400 000 bombes porteuses de substances chimiques, de mines terrestres et de roquettes, et de plus de 500 tonnes de déchets radioactifs, soit, jetés par-dessus bord, soit enfouis dans les cales de bâtiments navals sabordés."* En 2000, l'armée estimait que ses bases, rien qu'aux États-Unis, contenaient 28538 sites de déchets toxiques, auxquels s'ajoutaient près de onze millions d'hectares de terrain contaminé.



Les coûts de nettoyage s'élèvent à près de 50 milliards de dollars<sup>9</sup>. »

Ce qui est vrai pour les États-Unis l'est plus encore pour les pays accueillant des bases sur leur territoire. Le Japon<sup>10</sup> ou la Corée du Sud, pour ne prendre que ces grands exemples, ont une longue et douloureuse expérience de la présence « protectrices » de l'armée américaine, entre accidents militaires, pollutions, contaminations (mais aussi prostitution et scandales de viols sur mineures) et litiges autour des enjeux de dépollution<sup>11</sup>.

### L'ARGUMENT CLIMATIQUE AU SERVICE DE L'ORDRE MILITAIRE IMPÉRIAL

Ces descriptions mériteraient un regard beaucoup plus patient. Il faut s'en tenir au constat principal suivant : *aucun* des documents stratégiques mentionnés ici et visant à répondre à la crise climatique, *aucune* des annonces gouvernementales au niveau intérieur ou de la politique étrangère américaine, *ne fait la moindre référence au rôle joué par l'institution militaire US comme acteur majeur du dérèglement climatique*.

Tous, en revanche, font de la crise climatique un enjeu de « sécurité nationale », à l'articulation des questions de défense, de relance industrielle et de chaînes d'approvisionnement<sup>12</sup>. De longue date, les responsables de la défense ont pris la question de la crise climatique avec toute la lucidité et la gravité requises. En 1990 déjà, rappelle N. Crawford, un document rédigé pour le Naval War College se préoccupait des « implications du changement climatique global pour la marine américaine » et des menaces sur « les opérations, les installations et les systèmes » de la Navy dans les décennies à venir<sup>13</sup>. Le document récemment produit par le département de la défense, « Climate Adaptation Plan. 1 septembre 2021<sup>14</sup> » est particulièrement instructif pour ce qui nous intéresse ici : pour le DOD, la situation est d'ores et déjà alarmante. Les événements climatiques extrêmes, la fonte des permafrosts et la montée des eaux induisent des surcoûts massifs, affaiblissent les capacités militaires américaines, dégradent les infrastructures, déstabilisent les chaînes d'approvisionnement et mettent en danger les alliances comme le prestige de l'armée. Mais, et ceci est le point essentiel, pour le DOD en 2021, le problème absolument prioritaire est celui des effets du

changement climatique sur l'appareil militaire US et non l'inverse, à savoir : celui des effets de l'appareil militaire US – premier pollueur institutionnel au monde – sur le changement climatique. Il s'agit donc avant tout de « s'assurer que le DOD arrive à opérer dans des conditions climatiques changeantes, et à préserver sa capacité opérationnelle<sup>15</sup>. »

Ainsi, comme l'écrit N. Crawford au terme de son analyse, « le Pentagone ne reconnaît pas que sa propre consommation de carburant joue un rôle important dans les émissions globales de gaz à effet de serre, tout comme le DOD ne reconnaît pas que la réduction de l'usage de carburant que fait le Pentagone, voire de la consommation américaine de pétrole dans son ensemble, représentent des possibilités importantes de réduction des risques de vulnérabilités opérationnelles induits par le climat et des risques pour la sécurité nationale<sup>16</sup>. »

La crise climatique peut donc sembler faire l'objet d'un consensus désormais quasi universel, qui toutefois héberge des approches et des priorités inconciliables. Ici, beaucoup laisse penser que nous sommes dans un monde à l'envers où les effets de la crise climatique sur le militaire passent bien avant les effets du militaire sur le climat, et la logistique de défense subit la montée des eaux dans un monde vidé de toute causalité. Dans cette perspective, l'impérialisme militariste, avec une lucidité qui lui est propre, ne voit dans le désordre du monde qu'il contribue à détruire qu'un obstacle posé à sa propre reconduction, obstacle qu'il s'agit donc de surmonter.

Avec l'IRA et son programme de transition énergétique, Biden apporte donc une réponse aux problèmes, craintes et demandes émanant du DOD : face aux risques de déstabilisation, ou de rupture des chaînes d'approvisionnement, il y a urgence à recentrer ces chaînes sur l'Amérique et de s'en assurer une maîtrise complète et durable grâce au « made in America ». Dans son « Climate Adaptation Plan », le DOD lui-même n'exige d'ailleurs pas autre chose : il y a urgence à « développer un plan défini comme prioritaire visant à protéger ou "consolider" le passage à des chaînes d'approvisionnement d'importance critique, de facture américaine », ou « made in America<sup>17</sup> ». Il semble bien que l'on tienne là la base sur laquelle peut s'établir une politique

de relance de l'emploi industriel, et de ce « made in America » dont se sont tant désolés tant les dirigeants de l'UE, fin novembre.

Si la fuite en avant militariste américaine est d'un gigantisme sans égal, elle n'est néanmoins pas la seule, et toutes nous montrent dans quel genre d'estime nous devrions tenir le consensus et les « prises de conscience » des puissants en matière de crise climatique. □

1) EO 13990, 20 janvier 2021, « Protecting public health and the environment and restoring science to tackle the climate crisis », section 4(b), p.7. Pour les révocations, cf. p.7, 10, 12 et 13.

2) Le site de la Maison Blanche défend la nouvelle loi sur la base des économies et gains obtenus pour nombre d'Américains, d'une mise en cause de grands intérêts particuliers, pharmaceutiques notamment, et d'une dénonciation explicite de l'évasion fiscale des très hauts revenus et des grandes entreprises : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/08/15/by-the-numbers-the-inflation-reduction-act/>

3) cf., <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/11/11/fact-sheet-president-biden-announces-new-initiatives-at-cop27-to-strengthen-u-s-leadership-in-tackling-climate-change/>

4) <https://www.reuters.com/world/us/us-house-backs-sweeping-defense-bill-voting-continues-2022-12-08/>

5) cf. <https://hir.harvard.edu/depleted-uranium-devastated-health-military-operations-and-environmental-injustice-in-the-middle-east/>

6) Neta C. Crawford, « Pentagon Fuel Use, Climate Change, and the Costs of War », *Costs of War*, Watson Institute, Brown University, 13 nov. 2019, <https://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/Pentagon%20Fuel%20Use%20C%20Climate%20Change%20and%20the%20Costs%20of%20War%20Revised%20November%202019%20Crawford.pdf>

7) Ibid. p.2

8) Ibid. p.4 & 12

9) David Vine, *Base Nation : How US Military Bases Abroad Harm America and the World*, Metropolitan Books, 2015, p.138.

10) Cf. <https://thediplomat.com/2020/10/us-military-bases-are-poisoning-okinawa/> « US Military Bases Are Poisoning Okinawa: The U.S. military has contaminated the drinking water for almost half-a-million Japanese – but Japanese authorities can't do anything about it. » [Les bases militaires US empoisonnent Okinawa. L'armée américaine contamine l'eau potable de près d'un demi-million de Japonais, mais les autorités japonaises n'y peuvent rien.]

11) Pour la Corée du Sud, par exemple, cf., <https://www.kpolicy.org/post/the-u-s-military-s-toxic-legacy-in-korea>

12) Cf. notamment l'EO 14008 du 27 janvier 2021 : « Tackling the Climate Crisis at Home and Abroad »

13) N. Crawford, op. cit., p.27

14) « Department Of Defense: Climate Adaptation Plan », 1 sept. 2021, <https://media.defense.gov/2021/Oct/07/2002869699/-1/-1/0/DEPARTMENT-OF-DEFENSE-CLIMATE-ADAPTATION-PLAN-2.PDF> On trouvera à la page 28 de ce document un récapitulatif des nombreuses analyses produites depuis 2011 au sujet des conséquences de la crise climatique pour l'institution militaire US.

15) Ibid. p.3

16) N. Crawford, op.cit., p.33.

17) « Climate Adaptation Plan », op. cit. p. 16, 17

# Impérialisme(s), Russie, Chine – Quelques pistes de réflexion

PAR PIERRE ROUSSET

*À première vue, les trajectoires de la Russie et de la Chine au cours des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles semblent fort similaires : de la révolution à la réintégration dans le marché mondial capitaliste au risque de (re)devenir des pays dominés, suivi d'un rebond conduisant à l'affirmation de deux nouveaux impérialismes. À y regarder de plus près, ces trajectoires s'avèrent aussi irréductiblement spécifiques.*

Une comparaison « en contexte » permet d'aborder un large éventail de questions politiques, conceptuelles et historiques que cet article ne fait qu'esquisser, sachant que chaque élément d'analyse avancé ici est discutable. Ces « pistes de réflexion » visent avant tout à alimenter les débats sur les mises à jour qu'impose le bouleversement en cours de la situation mondiale : que garder, reformuler, introduire, écarter ?

La réponse à ces questions dépend pour une part du courant de pensée auquel nous avons appartenu, mais nous sommes toutes et tous confrontés à la même exigence : faire le point. Le dialogue entre traditions militantes est à la fois nécessaire et possible. Un exemple : la Chine de Mao était, en ce qui me concerne, une société de transition non capitaliste (ce qui ne veut pas dire socialiste) ; pour d'autres, elle était un capitalisme d'État – mais pas un impérialisme. Nous sommes d'accord pour juger qu'elle l'est devenue et les divergences passées ne doivent pas nous empêcher de travailler ensemble à l'analyse de la formation sociale chinoise et à nous positionner ensemble sur ce qu'est un engagement internationaliste dans le monde présent. Il en va de même avec des courants et des militants « tiermondistes » ou issus du maoïsme pour qui la Chine n'est plus rouge – telle Kavita Krishnan en Inde, qui a rompu

avec le PCML-Libération (elle était membre de son bureau politique).

Cette contribution est organisée en quatre temps :

- Un regard critique sur le vocabulaire géopolitique que nous avons hérité de la période antérieure.
- Un retour sur la notion même d'impérialisme.
- Une comparaison des trajectoires historiques russes et chinoises.
- Un schéma d'interprétation de la succession des révolutions et contre-révolutions en Chine.
- Un éclairage des particularités des régimes russe et chinois actuels.

Sans être sinologue, je suis plus familier de la « question chinoise » que de la « question russe » et cela se ressent dans l'équilibre de cette contribution – une contribution qui ne porte pas sur la situation présente, mais sur son arrière-plan. Au fil de l'analyse, quelques notions théoriques sont appelées à la rescousse, comme les particularités d'une société de transition, la bureaucratie...

## UNE REVUE PARTIELLE DE NOTRE VOCABULAIRE GÉOPOLITIQUE À LA LUMIÈRE DU TEMPS PRÉSENT

Sous l'emprise de multiples crises, la situation mondiale ne cesse de se transformer, nous entraînant en des territoires inconnus. Devoir revisiter le vocabulaire, les notions ou concepts que l'on utilise, n'est certes pas propre au

XXI<sup>e</sup> siècle. Le siècle précédent a eu son lot de nouveautés et d'imprévus tels que les guerres mondiales, la vague révolutionnaire initiée en Russie et prolongée en Chine (deux pays dont nous traitons ici), les fascismes et le nazisme, la contre-révolution stalinienne, la formation des blocs Est-Ouest, les transformations du capitalisme et la mondialisation...

La particularité de la période contemporaine n'est donc ni le degré de violence des temps présents ni l'irruption de l'imprévu, mais le point de bascule historique provoqué par la mondialisation capitaliste, marchande et financière, dont témoignent la crise sanitaire, la brutalité du changement climatique, l'ampleur de la crise écologique et sociale globale, les formes spécifiques que prennent aujourd'hui les conflits inter-impérialistes.

Clarifier l'usage d'un vocabulaire hérité de la période « d'avant » peut aider à poser des questions de fond.

- Le terme de « nouvelle guerre froide » est trompeur, car la guerre froide d'antan n'opposait pas des puissances impérialistes et le degré d'interdépendance économique au sein du marché mondial n'avait rien à voir avec ce qu'elle est aujourd'hui. Il est inévitable



que la formule de nouvelle guerre froide fasse florès aujourd'hui dans les médias et les discours politiques, mais nous ne devrions pas l'utiliser.

- Le terme de tiers-monde est désuet, puisqu'il se définissait par rapport au bloc impérialiste nippo-occidental d'une part et soviétique d'autre part. Il a souvent été remplacé par le terme de Sud, opposé à Nord. La formule anglaise est plus parlante : Global South (Sud global). Ledit tiers-monde a toujours été hétérogène, regroupant des pays très différents, bien que tous dominés, mais ces termes demandent à être clairement redéfinis aujourd'hui. Le G77<sup>1</sup> représente-t-il le « Sud Global » ? La Chine en est-elle la représentante, comme elle le prétend ? Ou la Turquie, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar...

Le terme de pays semi-industrialisés cherchait à prendre en compte certaines de ces différences, mais conduisait à mettre dans le même sac conceptuel une colonie britannique (Hong Kong) ou le Mexique, au demeurant fort peu industrialisé à l'époque. La notion de sous-impérialisme avait été forgée pour prendre en compte des rapports de puissance au sein du tiers-monde, comme la place du Brésil en Amérique latine, mais il impliquait que ces pays jouaient un rôle de gendarme régional et de relais au service des impérialismes classiques (en l'occurrence étatsunien). Ils peuvent effectivement jouer aujourd'hui encore un tel rôle, mais il est clair que dorénavant, chacun des États « relais », dont les pétromonarchies rentières ou l'Afrique du Sud, est à même d'abattre ses propres cartes dans l'arène internationale et de défendre les intérêts de ses classes dominantes.

Le Sud existe, mais quel est son périmètre géopolitique et quelle est la meilleure façon de le nommer pour préciser notre pensée, mais aussi pour en débattre de façon compréhensible dans le mouvement anti-impérialiste ? À l'occasion des grandes conférences internationales (comme la COP27), certaines mouvances tendent à s'identifier à des blocs de pays (type G77) en se cantonnant au champ des rapports entre États, qu'il faut pourtant impérativement croiser avec le champ des rapports de classes. Je tends maintenant à privilégier les termes existants, simples et répandus, de « pays dominés », ou « pays dépendants », par opposition à des « pays dominants » (notion plus large

que pays impérialistes). Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ?

### UNE GRANDE PUISSANCE CAPITALISTE EST UN IMPÉRIALISME

Il nous a fallu et il nous faut continuer à analyser les transformations du « système impérialiste » (qui contribue à organiser l'ordre dominant global) et des impérialismes dans leur diversité.

La diversité des impérialismes s'est qualitativement accrue avec le déploiement mondial de la Chine (et, dans une mesure différente, de la Russie). La mondialisation néolibérale a provoqué un réagencement du système global de domination : interdépendance accrue d'impérialismes rivaux ; développement d'un puissant Capital transnationalisé ; tentatives (apparemment instables) de création de monnaies de sources privées ; abandon partiel par les États impérialistes de responsabilités régaliennes au profit du privé dans des domaines aussi important que la guerre (les sociétés militaires privées - SMP) ou la définition d'une politique publique de santé (les incompetents conseillers du cabinet McKinsey que Macron affectionne tant)...

Ces transformations sont telles que l'on peut probablement en conclure qu'il n'existe plus d'impérialisme « classique ». On pourrait penser que cela reste au moins le cas pour les États-Unis, mais, outre son déclin relatif, les modifications de l'environnement international dans lequel il opère sont telles – et la crise de gouvernance domestique qui le mine si profonde – qu'il n'en sort pas intacte. Politiquement, sous le choc de la crise ukrainienne et grâce à l'élection de Joe Biden, il a été capable de reprendre l'initiative en Europe, ainsi que dans l'Indopacifique, mais on voit à quel point le processus de « séparation » Chine-USA se heurte à de nombreuses contradictions.

Quelles que soient les mises à jour nécessaires, le concept d'impérialisme est l'un de ceux qu'il faut garder et défendre bec et ongle. Si l'extension de son utilisation dans le temps (impérialisme tsariste, une formule de Lénine, en autres) et dans l'espace doit être précisée (concernant la qualification de la *politique* de puissances régionales), il y a au moins une évidence : toute grande puissance capitaliste est impérialiste. Elle défend nécessairement ses investissements, son influence et son déploiement militaire, ce que font la Chine et la Russie et pas seulement les États-Unis. L'invasion de l'Ukraine et le type de guerre particulièrement « sale » conduite par la

Russie poutinienne montrent jusqu'où Moscou est prêt à aller pour ce faire. Les peuples de Birmanie doivent faire face à la violence dévastatrice de la junte militaire au pouvoir, sans recevoir d'aide significative de la part des États occidentaux. Cela n'empêche pas Pékin de soutenir cette junte, d'investir et de construire un port dans la région même où a eu lieu le génocide des Rohingyas. Xi Jinping ne rechigne pas à se couvrir les mains de sang et l'impérialisme chinois n'a rien de bienveillant. Pourtant ces évidences sont remises en cause ou indument relativisées à gauche par nombre de courants plus ou moins « campistes ».

Nous sommes directement concernés, vu la place qu'occupe Jean-Luc Mélenchon en France – Mélenchon qui est, de plus, notre seule figure de gauche internationalement connue au-delà de cercles restreints. Il chante la France Grande puissance grâce, notamment, à ses possessions maritimes dans tous les océans, et nie que l'État français soit intrinsèquement impérialiste, même si la politique d'Emmanuel Macron en bien des lieux est condamnable. Quand il se pense Président et chef des armées, il endosse son habit ministériel d'antan (auprès de Lionel Jospin en 2000-2002) et s'engage à renforcer ce statut de grande puissance. Claudio Katz, économiste argentin influent à gauche, a eu beaucoup de mal à admettre l'existence de nouveaux impérialismes, mais les faits étant têtus, il affirme maintenant que les États-Unis sont le seul « impérialisme hégémonique » (donc le seul qui mérite d'être combattu ?). La Russie de Poutine n'a pas les moyens d'une ambition hégémonique mondiale, mais elle fait tout pour l'imposer dans sa sphère d'influence est-européenne et méditerranéenne. C'est déjà pas mal, surtout pour les peuples qui paient au prix fort cette ambition. Quant à la direction chinoise, elle affiche des ambitions hégémoniques globales au point que le conflit entre la puissance montante (la Chine), et la puissance établie (les États-Unis) est devenu l'un des facteurs « structurant » de la situation mondiale.

Certains, enfin, dissocient l'analyse des régimes chinois ou russe (dont ils peuvent reconnaître le caractère autoritaire, voire dictatorial) du jugement porté sur leur rôle international, qui serait progressiste parce que non enraciné dans un passé colonial et offrant aux pays dominés une alternative vis-à-vis des impérialismes les ayant historiquement dominés. Malheureusement, on ne peut pas dissocier

ainsi les deux champs d'action d'un État dont la politique procède d'un même point de vue façonné par son caractère de classe, la nature de ses ressources et de ses moyens, la composition particulière de la structure du pouvoir... La Russie et la Chine partagent le premier des trois facteurs mentionnés ici (il peut y en avoir d'autres), mais pas les deux suivants.

### CE QU'IL Y A DE COMMUN (OU PAS) ENTRE LES TRAJECTOIRES HISTORIQUES RUSSES ET CHINOISES

La trajectoire historique des révolutions russe et chinoise soulève des questions théoriques communes : les conditions de la rupture initiale avec l'ordre mondial dominant, la nature de la société issue de la révolution, les raisons de leur entrée en crise, les conditions de leur réintégration dans l'ordre capitaliste mondial, puis de leur réémergence en tant que nouvelles puissances impérialistes. Pour tirer profit d'analyses comparatives, il faut commencer par prendre en compte ce que ces deux pays ont en commun et ce qui les différencie. Ce sont les deux plus grands pays du continent eurasiatique, mais leur positionnement géostratégique n'est évidemment pas le même. La Russie est une puissance traditionnelle européenne, avec la Sibérie pour arrière-pays, dont l'aire d'interférence inclut l'Asie (de l'Asie centrale au Pacifique Nord-Est). Elle a toujours été une actrice majeure de l'histoire européenne, elle peut aujourd'hui jouer son jeu de proximité dans l'Arctique. La Chine est une puissance traditionnelle asiatique dont l'aire d'interférence s'étend de l'Asie centrale à l'Asie du Nord-Est, elle peut aujourd'hui jouer son jeu de proximité dans l'Indopacifique.

La Russie et la Chine appartiennent à deux lignes de développement historique différentes. La première appartient à la lignée européenne, avec une longue transition du féodalisme au capitalisme. Dans la seconde, à une forme de féodalisme a succédé, pendant quelque deux millénaires, la Chine impériale. Cette période relève, dans une conception plurilinéaire de l'histoire dont je m'inspire, d'un mode de production asiatique où une bureaucratie d'État centralisée fonde sa légitimité en particulier sur la réalisation des travaux d'irrigation nécessaires à la riziculture chinoise. Ce cadre de référence est évidemment discuté, mais il permet de ne pas aborder l'histoire de la Chine en

termes d'arriération ou de retard, alors qu'elle a, en plus d'un domaine, été avancée (découvertes technologiques, développement des villes...). Cela aide aussi à ne pas penser le marxisme occidental<sup>2</sup> comme la norme, en arguant qu'il est né en Occident, berceau de l'hégémonie capitaliste. L'internationalisation du marxisme impliquait qu'il trouve racine dans les réalités sociales et culturelles extra-européennes, ce qui n'était pas nécessairement possible partout, mais l'a été en Chine. On peut d'ailleurs dire que ce processus d'internationalisation a commencé en Russie, comme on le voit avec Trotski (sa théorie de la révolution permanente) et Lénine (bien qu'il ait longtemps refusé de reconnaître son originalité).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les sociétés russe et chinoise portaient la marque de ce que l'on appelle le « développement inégal et combiné » : des pôles d'industrialisation, avec parfois de fortes concentrations ouvrières, attiraient une main-d'œuvre issue d'un vaste monde rural peu « modernisé ». Dans ces deux pays, le mouvement communiste s'est d'abord orienté vers le prolétariat (et l'intelligentsia), puis s'est posé plus ou moins rapidement la question du rôle que pouvait jouer la paysannerie dans la révolution. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la réponse à cette question a fait débat. Elle était pourtant essentielle. Notons que l'on devrait parler *des* questions paysannes, tant le monde rural chinois différait de son pendant russe (et que la structure foncière en Chine différait du sud au nord-est du pays).

### RÉVOLUTIONS, CONTRE-RÉVOLUTIONS, DÉPENDANCE ET RENAISSANCE IMPÉRIALISTE

Les deux processus révolutionnaires sont très différents, mais posent la question d'une double rupture : avec l'ordre mondial dominant et avec l'ordre bourgeois. Certes, la Russie était une grande puissance, alors que la Chine était en train d'être colonisée par des impérialismes concurrents. Il me semble cependant que, défaite durant la Première Guerre mondiale, la Russie était en passe de devenir un pays dépendant, d'autant plus qu'elle était aussi menacée dans son orient sibérien.

L'importance majeure de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 me paraît généralement bien mal prise en compte, alors qu'elle a constitué un véritable choc géopolitique : pour la première fois

un État d'Orient l'emportait contre une puissance européenne – et de quelle façon ! La Navale russe a été détruite en deux temps : l'escadre de Vladivostok d'abord, puis la flotte de la Baltique envoyée en renfort. La bataille de Moukden a opposé près de 500 000 soldats les uns aux autres et marque, par son ampleur, un tournant de l'histoire militaire. Le siège de Port Arthur a inauguré de nouvelles méthodes de combats. Le partage du monde était engagé en Asie-Pacifique avec la montée en force des États-Unis et du Japon. Les conséquences de cette débâcle ont été profondes pour l'Empire russe, déjà en crise (une crise dont témoigne la révolution de 1905). Il s'est retrouvé en marge de la compétition inter-impérialiste pour le contrôle de l'Asie – et très affaibli face à l'Allemagne. Les cheminements des révolutions de 1917 et 1949 sont différents l'un de l'autre. Dans le cas russe, il y a une dialectique étroite entre révoltes de soldats, soulèvements paysans, manifestations féminines, mouvements nationaux au sein de l'Empire et mobilisations prolétariennes – donnant naissance aux soviets (conseils) ouvriers, paysans et soldats ; quant à la guerre civile, elle succède à la conquête du pouvoir. Dans le cas chinois, une dialectique similaire (une offensive militaire en sus pour briser le pouvoir des seigneurs de la guerre) est brisée par une succession de défaites débutant en 1927 (et pour lesquelles la fraction stalinienne à Moscou porte une lourde part de responsabilité). Le mouvement communiste a été considérablement affaibli dans les centres urbains et a dû, pour l'essentiel, se replier dans le monde rural. La guerre civile précède de deux décennies la conquête du pouvoir. Dans les deux cas, cependant, la révolution a débouché, selon notre analyse, sur des sociétés de transition. Qu'est-ce à dire ? Le renversement révolutionnaire de l'ordre antérieur ouvre un processus de transformation radicale de l'ordre social qui s'incarne dans une modification bien visible des rapports de classes, mais la transformation des rapports sociaux dans leur ensemble prend du temps – particulièrement dans des pays gigantesques à dominante rurale. La société n'est plus capitaliste, mais elle n'est pas encore socialiste – et le débouché socialiste n'est pas gagné d'avance, tant



s'en faut (c'est pourquoi il vaut mieux ne pas parler de sociétés de transition *au socialisme*).

L'avenir reste l'enjeu des luttes. Il n'y a pas de mode de production dominant, établi, qui se reproduise « naturellement ». Dans ce dernier cas, il y a des rapports de « concordance » entre nature de la classe au pouvoir, État, idéologie dominante, rapports sociaux de subordination... que les contre-courants subversifs ont bien du mal à ébranler. Dans le cas d'une société de transition, il faut penser au contraire les « discordances », car la transformation de la formation sociale s'opère suivant des rythmes hétérogènes. Nous n'avons pas suffisamment collectivisé une conceptualisation spécifique aidant à analyser et discuter ces expériences révolutionnaires.

Nous l'avons quand même fait concernant une question majeure : le processus de bureaucratisation, à savoir la cristallisation d'une nouvelle élite sociale qui prend conscience de ses intérêts collectifs, se comporte en « caste » dominante et assoit son pouvoir sur la société. Les dangers de la bureaucratisation ont été, pour une part, analysés antérieurement en ce qui concerne l'intégration d'appareils politiques ou syndicaux à l'ordre bourgeois, encore que ce n'est qu'en 1914 que l'ampleur du danger apparut, quand chaque parti de la social-démocratie a voté les crédits de guerre, intégrant l'union nationale et répudiant l'internationalisme tant chanté. C'est cependant la première fois qu'il se posait dans une société de transition « post-conquête du pouvoir ».

Faute de s'étendre rapidement à d'autres pays, la révolution a été confrontée à deux ennemis, l'un immédiat (la contre-révolution impérialiste et bourgeoise), l'autre insidieux et masqué, surgissant de l'intérieur du nouveau pouvoir. Pour illustrer le problème, quand Staline s'est retourné contre le koulak (paysan riche) et a imposé la collectivisation forcée, l'Opposition de gauche russe a d'abord pensé que le régime stalinien prenait un tournant « gauche ». Tout en dénonçant les comportements bureaucratiques et les appareils, les maoïstes (sauf exception ?) n'ont pas analysé la spécificité *sociale* de la bureaucratisation. Je vais m'aventurer dans une hypothèse osée. À la suite du déclenchement de la guerre de Corée (1950-1953), Mao Zedong a mené

une violente campagne de répression à l'encontre des « contre-révolutionnaires ». Des communistes indépendants (dont les trotskistes) en ont été victimes, mais les anciennes classes dominantes ont été désintégrées : la bourgeoisie urbaine et la *gentry* rurale. Le caractère autoritaire du régime maoïste a été renforcé.

Le risque intérieur de contre-révolution bourgeoise était devenu nul ; en revanche, le processus de contre-révolution bureaucratique était initié. Dans mon cadre d'analyse, elle s'achève en 1969, dans le chaos de la Révolution culturelle, quand Mao demande à l'armée de réprimer toute contestation, y compris ses propres partisans. Vu le contexte de l'époque, la contre-révolution bureaucratique a créé les pré-conditions de la contre-révolution bourgeoise qui triomphe dans les années 1980-1990, avec pour point tournant l'écrasement dans tout le pays du Mouvement du 4 Juin 1989 (le « massacre de Tian'anmen », une dénomination impropre, mais qui s'est imposée).

En conclusion, donnons toute son importance au concept de contre-révolution bureaucratique et à l'analyse de ses particularités (le processus de bureaucratisation). Il reste essentiel à l'intelligence du XX<sup>e</sup> siècle, de l'histoire russe ou chinoise contemporaine, ainsi qu'à la définition de nos tâches pour combattre le phénomène bureaucratique sous ses diverses formes : renforcer l'auto-organisation des exploités et opprimés.

#### **QUELQUES PARTICULARITÉS DES POUVOIRS CHINOIS ET RUSSE**

Pour se déployer, l'impérialisme chinois a bénéficié de bien plus nombreux atouts que son pendant russe, à commencer par la place centrale qui est devenue la sienne, avec la bénédiction US, dans la mondialisation capitaliste. On crédite souvent Xi Jinping de l'envol international de la Chine, mais il a bénéficié de la continuité d'une politique d'insertion dans le marché mondial initiée par Deng Xiaoping après son retour au pouvoir et conduite par ses successeurs : Jiang Zemin et Hu Jintao. Tout cela ne s'est pas fait sans combats fractionnels, mais la transition en Russie s'est avérée beaucoup plus chaotique.

Dans les deux cas, le pouvoir a été de plus en plus centralisé au profit de Xi Jinping, un homme de l'appareil, de l'élite politico-administrative, et de Vladimir Poutine, qui dirigeait le FSB, le

Service fédéral de sécurité, héritier du KGB. En Chine, le pouvoir est concentré dans le comité permanent du bureau politique (entièrement contrôlé par la clique de Xi). En Russie, le FSB a vu ses pouvoirs considérablement renforcés en divers domaines (y compris l'économie) : le régime est dominé par les élites issues des services de sécurité qui occupent dorénavant les centres clés du système.

Les régimes russe et chinois se rejoignent dans leur ethno-nationalisme et le débat sur leurs caractérisations politiques est en cours. Pour le mener, les similitudes et les contrastes doivent être également pris en compte. Un vaste chantier.

Plus encore que la Russie de Poutine, le régime chinois me semble à un point tournant. La crise ouverte après l'incendie de l'usine Foxconn à Urumqui, dans le Xinjiang, est symptomatique, tant les solidarités qui se sont exprimées sont géographiquement étendues, multi-ethniques, pluri-classistes et multi-causales. Une partie notable de la jeunesse ne répond pas aux injonctions normalisatrices de Xi Jinping (travail intensif, mariage précoce...). Les transnationales s'inquiètent de ce que la stabilité des lignes de production devient incertaine ; un mouvement de désengagement est initié, dont Apple (donneur d'ordre de Foxconn) est un exemple. Bien que fort compliqué, ce processus pourrait prendre de l'ampleur.

La rapidité de la volte-face de Xi, moins d'un mois après le dernier congrès du PCC, sur sa politique de ZéroCovid, aux modalités particulièrement brutales, témoigne de son inquiétude. Mais, alors que la pandémie remonte en Europe et qu'Omicron s'avère beaucoup moins bénin que d'aucuns voudraient le faire croire, un changement de cap pose autant de problèmes qu'il est censé en résoudre. Le maintien de la politique sanitaire antérieure est impossible, mais sa modification s'annonce dangereuse du fait de la mauvaise couverture vaccinale, de la fragilité du système de santé, de son caractère inégalitaire... □

***Une version augmentée de cet article sera mise en ligne, comprenant de nombreuses références.***

1) Le Groupe des 77 (G77) aux Nations unies est une coalition de pays dits « en développement », visant à renforcer leurs capacités de négociations. Créé par 77 pays, il inclut aujourd'hui la majorité des États membres de l'ONU, dont la Chine (mais pas la Russie).

2) J'entends la formule de marxisme occidental dans son sens général, alors qu'elle est aussi utilisée dans un sens beaucoup plus restreint.

# Leçons des élections en Israël

PAR YOAV HAÏFAWI\*

*Retour sur les élections législatives qui se sont déroulées le 1<sup>er</sup> novembre en Israël, et qui ont vu le triomphe de Netanyahu et de l'extrême droite.*

Quatre campagnes électorales consécutives en Israël ont été menées avec acharnement autour d'une seule question : pour ou contre le ridicule corrompu « roi Bibi » — en référence à Benjamin Netanyahu. Ces élections n'ont pas réussi à aboutir à un verdict clair parmi l'électorat divisé de l'apartheid israélien. Bien que les Palestiniens constituent la majorité de la population sous le régime israélien, ils n'ont aucune possibilité d'influencer démocratiquement leur destin. Tandis que les camps pro- et anti-Netanyahu se sont affrontés, le sort des Palestiniens a été complètement exclu de la discussion. Même le mot « paix », qui était régulièrement mentionné (sans réelle signification) lors des précédentes élections israéliennes, est désormais complètement démodé.

Mais il s'avère que l'année de Netanyahu en dehors du gouvernement aura réussi à changer l'agenda des élections du 1<sup>er</sup> novembre 2022. L'opposition dirigée par le Likoud de Netanyahu a concentré toute sa rhétorique raciste contre l'idée d'un gouvernement soutenu par des partis arabes. En retour, la coalition gouvernementale sortante dirigée par Yair Lapid et Benny Gantz a essayé de faire oublier au public sa période difficile à la tête du pays, en agitant la menace de la montée en puissance de Bezalel Smotrich<sup>1</sup>, Itamar Ben-Gvir<sup>2</sup> et de l'extrême droite ouvertement fasciste. Cette campagne réciproque de haine et de peur a réussi à réveiller le public de la fatigue électorale et a augmenté les niveaux de participation à la fois parmi le public israélien juif et les « Palestiniens de 1948 » [les

mal-nommés « Arabes israéliens »] qui ont le droit de vote.

Le résultat a été que le voyou Ben-Gvir a été le héros du jour, avec la Liste sioniste religieuse qui est devenue la troisième force du pays, et que Netanyahu a obtenu la majorité dont il rêvait depuis longtemps. Netanyahu peut maintenant enfourcher sa monture raciste pour échapper aux portes de la prison qui menaçaient de se refermer sur lui. Dans les années 1980, feu le rabbin raciste Meir Kahane disait aux Israéliens : « Je dis ce que vous pensez ». Il est temps aujourd'hui pour Israël de tomber les masques et de se déclarer comme l'État d'apartheid — fondé sur le racisme, le colonialisme et le nettoyage ethnique — qu'il a toujours été.

## QUE S'EST-IL RÉELLEMENT PASSÉ LORS DES ÉLECTIONS ?

L'électorat israélien a poursuivi sa longue trajectoire à sens unique en direction de la droite raciste religieuse. On assiste à la combinaison de plusieurs tendances à long terme :

- La croissance des communautés religieuses juives orthodoxes et l'alliance entre les dirigeants orthodoxes et la droite laïque ;
- Le nombre croissant de colons juifs en Cisjordanie, où le conflit avec les Palestiniens est beaucoup plus violent ;
- Le détournement, par une communauté des colons politiquement dynamique, de l'armée et de l'appareil d'État, avec le consentement tranquille des anciennes élites apathiques ;
- Enfin, l'illusion de l'existence d'une gauche sioniste qui s'estompe lentement mais sûrement.

En fait, il n'y a pas eu de grand

changement du côté des électeurs lors de cette élection. En mai 2021, un parti d'extrême droite, Yamina, avait accepté de rejoindre le camp anti-Bibi, en échange de la nomination de son leader, Naftali Bennett, au poste de Premier ministre, et de la possibilité de dicter le programme raciste, néolibéral et antisocial du gouvernement. Maintenant que ce gouvernement a été dissous, les électeurs de Yamina sont retournés à leur place naturelle. Les autres modifications dans les résultats sont dues aux coups que se sont portés eux-mêmes les leaders du camp « alternatif ».

C'est toujours la même vieille politique raciste israélienne, où les Palestiniens ne sont pas considérés comme une partie légitime du jeu politique — aucune réflexion sur une solution politique n'est autorisée, et aucun Arabe ne peut partager la moindre parcelle de pouvoir. C'est une répétition amplifiée du fiasco de 2020, lorsque le général Benny Gantz<sup>3</sup> avait refusé la perspective de diriger un gouvernement soutenu par les membres arabes de la Knesset et avait accepté de soutenir un gouvernement Netanyahu alors qu'il avait promis de s'y opposer. Cette fois, l'ensemble du gouvernement Lapid<sup>4</sup> a fui sa propre ombre pour éviter l'accusation de « gauchisme » ou de « s'appuyer sur les Arabes », jusqu'à s'autodétruire.

Après que les membres du parti de Bennett l'ont déserté les uns après les autres, ce dernier a finalement fait



tomber son propre gouvernement, laissant la barre à Lapid. Benny Gantz et Yair Lapid, aspirant tous les deux à diriger le bloc anti-Bibi, ont axé leur campagne électorale sur le discrédit de l'autre. Chacun d'entre eux a tenté d'améliorer sa crédibilité en tuant davantage de Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Merav Michaeli, du vieux Parti travailliste sioniste en voie de désintégration, a refusé de former ne serait-ce qu'un bloc technique avec le Meretz<sup>5</sup>, lui aussi en voie de désintégration, de peur que son parti, qui se vante de la Nakba de 1948 et de l'occupation de 1967, ne soit considéré comme trop à gauche. Enfin, Balad<sup>6</sup> affirme que Lapid a conspiré avec les dirigeants de la Liste arabe unie pour l'exclure de la liste à la dernière minute, dans le but de rendre la liste plus acceptable en tant que partenaire d'une future coalition sioniste. Pour ce faire, ils avaient besoin d'éliminer de la Knesset la seule voix qui osait parler (à voix basse) de la « transformation d'Israël en un État de tous ses citoyens ». Ces deux dernières décisions, à elles seules, en écartant Meretz et Balad, sont l'une des causes directes du fait que Netanyahu a maintenant une majorité et peut construire un gouvernement entièrement de droite.

Dans les décombres d'une défaite qu'ils ont eux-mêmes fabriquée, tous les leaders de ce « camp alternatif » se rejettent mutuellement la faute et détruisent ce qui reste de leurs chances de revenir au pouvoir dans un avenir proche.

### LE NOUVEAU GOUVERNEMENT EST-IL DANGEREUX ?

Selon un rapport publié par l'ONU le jour des élections, l'année 2022 a vu plus de meurtres de Palestiniens par les forces d'occupation et les colons israéliens que toute autre année depuis que l'ONU a commencé à comptabiliser ces meurtres en 2005. Et cela s'est produit sous un gouvernement farouchement soutenu par la fausse « gauche » du Meretz, et qui n'a pu exister que grâce au soutien d'un politicien palestinien opportuniste comme Mansour Abbas<sup>7</sup>.

Le nouveau gouvernement d'extrême droite de Netanyahu va-t-il tuer davantage ? C'est évidemment possible. Mais ce n'est pas l'opinion publique

israélienne qui limite les atrocités contre les Palestiniens. Le fait fondamental est qu'Israël a besoin du soutien des États-Unis (et, dans une moindre mesure, de l'Europe occidentale) sur le plan militaire, économique et politique pour continuer à bénéficier de l'impunité pour ses crimes contre l'humanité. La principale force susceptible de freiner les crimes de guerre israéliens est la pression exercée par les puissances occidentales, motivée par la crainte d'une réaction brutale des masses arabes. Un signe encourageant est que les bailleurs de fonds internationaux d'Israël ont déjà émis des signaux d'avertissement à la suite des résultats des élections.

Nous avons également des raisons personnelles de nous inquiéter. Si Ben-Gvir devenait ministre de la Sécurité nationale, comme cela est envisagé, il pourrait envoyer la police frapper à ma porte. C'est la menace supplémentaire avec les fascistes : non seulement l'occupation militaire, mais aussi le ciblage des opposants politiques. En évoquant cette menace directe, je ne peux m'empêcher de me rappeler que la dernière fois qu'ils sont venus m'emmener pour un interrogatoire du Shabak, en avril 2021, ils n'ont pas frappé à ma porte mais l'ont littéralement enfoncée. L'oppression politique n'est donc pas nouvelle non plus. Mais peut-être que sous le nouveau gouvernement, plus de gens comprendront enfin que la « démocratie israélienne » n'existe pas et qu'elle ne peut donc pas être défendue ou sauvée.

### LA VÉRITABLE LUTTE

Les luttes pour la démocratie, pour les droits humains, pour la libération palestinienne, pour le droit au retour, pour l'établissement d'un État libre, laïc et démocratique en Palestine, ne peuvent avoir lieu dans le cadre de la Knesset — l'Assemblée législative de l'État d'Israël de l'apartheid. La lutte palestinienne ne faisait pas partie de ces élections — mais les élections ont eu lieu dans l'ombre de cette lutte.

Avec l'ascension du camp du sionisme religieux, les colons et les foules racistes qui attaquaient et lynchaient les Palestiniens dans les villes mixtes en mai 2021 ont gagné leur reconnaissance et leur place en tant que force politique majeure en Israël.

Un autre écho de mai 2021 peut être entendu dans ces élections. Il s'agit

du succès de Balad en tant que parti indépendant. Le parti, qui n'avait qu'un seul député à la dernière Knesset, a obtenu 3% des voix et aurait pu avoir trois ou quatre députés sans le seuil minimal de 3,25% pour la représentation. Balad a reçu la plupart de ses votes des jeunes Palestiniens qui ont défendu leurs quartiers contre les voyous de Ben-Gvir (et la police et les gardes-frontières israéliens) en mai 2021. La plupart de ces jeunes radicaux ne voteraient pas naturellement aux élections de la Knesset. Et maintenant, Balad, en dépit de tout le soutien qu'il a reçu, est également exclu de la Knesset. Cela pourrait-il ouvrir la voie au développement d'une nouvelle alternative palestinienne, indépendante des cadres dictés par Israël ?

Dans les mouvements dont je suis membre, Herak Haifa et Abna elBalad<sup>8</sup>, nous n'avons aucune illusion sur le fait qu'un changement réel puisse être obtenu par la Knesset. Nous avons boycotté les élections comme nous le faisons toujours. Lors de ces dernières élections, tout le monde s'attendait à des gains historiques pour le boycott électoral, puisque 60 % des Palestiniens autorisés à voter ont refusé de participer. Mais l'horrible campagne a fait son effet, et les Palestiniens ont voté en plus grand nombre que prévu. Le mouvement de boycott est resté inhabituellement discret. Les dirigeants des partis arabes de la Knesset et de la fausse « gauche » sioniste se sont tournés de façon hystérique vers les électeurs palestiniens pour qu'ils nous sauvent tous des fascistes. S'ils avaient cru leurs propres paroles, ils n'auraient pas détruit leurs chances d'élection par leurs propres actions. □

### Traduction J.S.

\* Yoav Haïfawi est journaliste et militant israélien. Source : mondoweiss.net.

1) Député d'extrême droite (Parti sioniste religieux).

2) Député d'extrême droite (Otzma Yehudit, « Pouvoir juif »).

3) À la tête du « Parti de l'unité nationale » (centre droit), ministre de la Défense sortant.

4) Fondateur du parti Yesh Atid (centre droit, laïc), Premier ministre et ministre des Affaires étrangères sortant.

5) Gauche, laïc, membre de l'Internationale socialiste.

6) Palestiniens d'Israël, défendant la désionisation et l'égalité des droits.

7) À la tête de la Liste arabe unie, il a accepté de participer au « gouvernement d'union nationale » dirigé par Naftali Bennett et Yair Lapid.

8) Associations d'activistes israéliens anti-occupation et anti-apartheid.



# Questions sur l'Ukraine (2) : Vie politique et sociale en Ukraine entre 2014 et 2022

PAR DARIA SABUROVA

*La première partie de ce texte a été publiée dans le numéro de novembre sous le titre « Questions sur l'Ukraine (1) : De l'agression de la Crimée à la guerre dans le Donbass » (L'Anticapitaliste, n° 140). L'intégralité de cet article a par ailleurs été publiée, avec une bibliographie, dans la revue ContreTemps le 3 octobre 2022.*

**D**ans ce contexte de guerre et d'impasse des négociations<sup>1</sup>, le mandat de Petro Porochenko est marqué par le renforcement du discours militariste et nationaliste, répondant à la demande de la frange la plus radicale de la société civile post-Maïdan de mener la guerre jusqu'à la récupération de la Crimée, de poursuivre l'augmentation des budgets militaires et de promouvoir l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

## ALTERNANCE ÉLECTORALE ET RÉFORMES NÉOLIBÉRALES

En avril 2019, c'est pourtant Volodymyr Zelensky qui remporte le second tour des élections présidentielles avec plus de 73 % des votes, et son parti « Serviteur du peuple », du nom de la série télévisée éponyme à laquelle il doit sa popularité, obtient la majorité absolue au Parlement avec 43 % des votes. Sa victoire est en partie due au fait qu'il s'est présenté comme un candidat « anti-système » face au président sortant qui, une fois de plus, a profité de son mandat pour augmenter considérablement sa fortune. Mais Zelensky s'est également présenté avec la promesse d'en finir avec le conflit dans le Donbass. Les UkrainienNEs ont donc clairement rejeté par ce vote le

programme conservateur-nationaliste de Porochenko, qui avait adopté le slogan « Armée, Langue, Foi ».

Sur la question du Donbass, Zelensky a été finalement contraint de maintenir le cap de son prédécesseur, pris entre deux feux : d'une part, le Kremlin n'a montré aucune volonté de faire des concessions dans les négociations ; d'autre part, la partie national-libérale de la société civile ukrainienne refusait d'accepter un scénario de capitulation face à la Russie et aux séparatistes. Il commence son mandat par un échange des prisonniers de guerre et le retrait des troupes ukrainiennes de certaines villes frontalières avec les républiques séparatistes. Mais la reprise des négociations avec la Russie, à l'occasion de la rencontre entre Zelensky et Poutine à Paris en décembre 2021, se heurte à des manifestations à Kiev, appuyées par les partis de l'opposition nationaliste, les associations d'anciens combattants et les groupes d'extrême droite. Zelensky ne parvient pas à obtenir que les élections locales dans le Donbass soient précédées d'un démantèlement préalable des milices séparatistes, d'un retrait des troupes russes et d'un retour sous contrôle de l'Ukraine de sa frontière de l'Est avec la Russie. Les négociations sont à nouveau dans

une impasse, dont le Kremlin décide de sortir par la voie d'une escalade, en envahissant l'Ukraine le 24 février 2022.

Sur le plan interne, Zelensky poursuit la politique néolibérale de son prédécesseur, conformément aux exigences du FMI : la part de la production industrielle traditionnellement exportée vers la Russie continue de diminuer, alors qu'augmente celle des matières premières et de la production agricole exportée en Europe. Mais surtout, l'économie ukrainienne est surendettée et dépend massivement des prêts du FMI accordés en échange des mesures d'austérité.

En mars 2015, le FMI accorde à l'Ukraine un prêt de 16 milliards d'euros : les conditions de ce prêt comprennent une série de réformes structurelles de réduction des budgets publics, avec l'augmentation pour la population du prix du gaz naturel, la réduction du nombre de postes dans l'administration publique, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, et la réforme des systèmes de santé et d'éducation. Enfin, le gouvernement Zelensky



met fin au moratoire sur la vente des terres agricoles qui date de la chute de l'URSS. La création d'un véritable marché des terres agricoles ouvert aux investisseurs étrangers était une condition de longue date des crédettes de l'Ukraine, mais celle-ci n'avait jamais été appliquée jusqu'en 2021.

L'Ukraine emprunte au FMI depuis les années 1990, mais en pratique, aucun gouvernement n'avait jamais mis en application toutes ces conditions par crainte d'une situation sociale explosive. La crise politique de 2014 et la guerre dans le Donbass ont enfin laissé la voie libre à ces réformes, permettant de les présenter comme inévitables, participant à l'effort de guerre et à l'intégration européenne.

### LA SITUATION DES PERSONNES DÉPLACÉES DU DONBASS

Selon le dernier recensement de 2001, on comptait 7,3 millions d'habitants (15 % de la population ukrainienne) dans les régions de Donetsk et de Lougansk. La guerre déclenchée au printemps de 2014 a fait près de 2 millions de réfugiés. Selon les statistiques officielles de 2019, 1,38 million de personnes déplacées étaient enregistrées en Ukraine et plusieurs centaines de milliers en Russie. Officiellement, la majorité des personnes déplacées résidait avant février 2022 dans les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien dans les régions de Donetsk et de Lougansk, ainsi que dans la capitale. Dans les faits, une bonne partie des personnes déplacées, parmi lesquelles une majorité de femmes et de retraités, est retournée dans les

territoires occupés à cause des difficultés pour trouver un logement et un travail, pour accéder aux aides sociales, etc., le statut de déplacé interne leur permettant de continuer à recevoir les allocations et les pensions de retraite ukrainiennes, mais à condition de venir les récupérer sur place tous les mois.

L'État ukrainien a échoué à anticiper la crise des réfugiés : la loi qui fixe le statut légal des personnes déplacées n'est votée qu'au mois d'octobre 2014, soit six mois après le début de la guerre dans le Donbass. Ce statut permet d'accéder à une aide financière – largement insuffisante pour vivre<sup>2</sup> – et aux services sociaux spécifiques, mais il restreint aussi les droits civiques : les personnes déplacées n'ont pas le droit de voter dans les élections locales sous prétexte de leur enregistrement temporaire. Malgré la mise à disposition d'un certain nombre de logements temporaires, qui se sont vite transformés en ghettos, seules 63 familles sur 1,2 million de personnes déplacées ont bénéficié de l'attribution d'un logement durable. L'abandon des réfugiés du Donbass par l'État s'est accompagné de leur stigmatisation par les médias et d'une méfiance d'une partie de la population ukrainienne à l'égard des potentiels « séparatistes » qui pouvaient se traduire, dans certains cas, par des discriminations à l'emploi et sur le marché locatif.

En même temps, des dizaines d'organisations de bénévoles, dont celles créées par les personnes déplacées elles-mêmes, comme l'organisation Vostok SOS, se constituent pour prendre en charge les fonctions de l'État : aide humanitaire, aide à la

recherche de logement et de travail, accompagnement dans les démarches administratives, soutien légal. De manière générale, le Maïdan a eu pour effet de relever significativement l'engagement citoyen sur fond de manque de confiance en l'État. Sur ce plan, on peut noter un changement par rapport aux décennies précédentes. Face à la désaffection de l'État social, les années 1990 étaient davantage marquées par des stratégies individuelles de débrouille dépolitisée, se limitant aux cercles étroits de la sphère privée, tandis que l'époque post-Maïdan est marquée par la constitution d'un vaste réseau d'initiatives citoyennes de solidarité à l'échelle de la société entière. D'importantes initiatives de solidarité surgissent également en soutien aux combattants et aux anciens combattants dans le Donbass. Au moment de l'éclatement du conflit, l'armée ukrainienne est très appauvrie, mal équipée et sous-entraînée. En avril 2014, seuls 4 % des soldats possèdent des équipements basiques de protection, tels que casques et gilets pare-balles. Pour pallier la situation, plus de trente bataillons de volontaires sont formés pour fournir uniformes, équipements et moyens de subsistance aux combattants. Ces pratiques de solidarité se sont étendues aujourd'hui : si l'aide occidentale se traduit surtout en armes lourdes, l'armée et les unités de défense territoriale continuent à dépendre d'une mobilisation massive des citoyens pour l'achat du matériel de protection élémentaire, de médicaments, de drones, de voitures, etc.

### LE PROBLÈME DE L'EXTRÊME DROITE

La question des bataillons de



volontaires nous amène à la question de l'extrême droite au sein de l'armée ukrainienne, le bataillon « Azov » ayant concentré une attention médiatique disproportionnée aussi bien dans les médias russes que dans la littérature anti-impérialiste occidentale. L'invasion de l'Ukraine le 24 février a été présentée par Poutine comme une campagne de dénazification, dans le sillage des thèses sur le « coup d'État fasciste » promues dès 2014 pour discréditer le soulèvement populaire contre Ianoukovytch, sous prétexte de la présence des groupes d'extrême droite dans les manifestations.

Une partie de la gauche internationale a malheureusement repris de manière non critique la rhétorique propagandiste du régime poutinien. Par conséquent, quand on cherche à faire appel à la solidarité internationale avec la résistance ukrainienne, il est très tentant de tordre le bâton dans l'autre sens, en allant jusqu'à nier l'existence de l'extrême droite en Ukraine, ou en tout cas à minimiser l'extension de ses réseaux au sein de la société et des institutions. Une telle stratégie de contre-propagande, adoptée par les forces national-libérales, ne devrait pas être la nôtre. Il s'agit d'avoir une vision réaliste de toutes les composantes de la résistance armée, sans pour autant conditionner notre soutien à la résistance du peuple ukrainien à la prédominance d'une pure ligne de classe en son sein. La montée de l'extrême droite constitue aujourd'hui notre grand danger commun, en Ukraine comme ailleurs, et la gauche française est sûrement la mieux placée pour le savoir. Pour une gauche internationaliste luttant pour des transformations sociales majeures à l'échelle planétaire, l'enjeu n'est pas d'abandonner les UkrainienNEs sous prétexte qu'il y aurait une poignée de néonazis dans les rangs de l'armée, mais de réfléchir à la manière dont la solidarité avec le mouvement anti-impérialiste populaire, et notamment avec sa frange anticapitaliste, syndicaliste, féministe et antiraciste, peut aider à marginaliser l'extrême droite et à préparer le terrain pour la reprise des luttes sociales sur des bases progressistes.

Pour cela, il faut d'abord comprendre en quoi réside la spécificité de l'extrême droite en Ukraine. Au sein du Maïdan, les groupuscules néonazis constituaient une minorité, mais la minorité

la mieux organisée et la mieux préparée à la confrontation violente avec les forces de l'ordre, ce qui leur a conféré une grande visibilité au sein du mouvement. Contrairement à la France, l'extrême droite institutionnelle n'a plus enregistré de succès électoraux depuis 2012 : le parti Svoboda est tombé d'un score de 12 % aux élections législatives de 2012 à 4 % en 2014, puis à 2 % en 2019. Ceci s'explique en partie par le fait que, dans le contexte post-Maïdan, tout le champ politique s'est considérablement déplacé à droite et que la rhétorique patriotique-nationaliste propre aux partis d'extrême droite s'est banalisée face à la menace russe. Mais cette dynamique électorale révèle aussi l'absence d'hégémonie de l'extrême droite dans l'Ukraine contemporaine, son idéologie rentrant très ouvertement en contradiction avec les orientations pro-européennes de la frange majoritaire du camp du Maïdan et avec les préoccupations profondes pour la justice politique, économique, sociale de la majorité de la population. Le danger que représentent ses diverses organisations réside plutôt dans leur orientation vers la violence de rue et l'extension de leurs réseaux dans les institutions répressives.

Pour ne donner que quelques exemples, Azov n'est pas seulement le nom d'un bataillon, c'est aussi le nom d'un réseau de structures de toutes sortes : en 2016, il forme le Parti du Corps national, gère sa propre organisation d'anciens combattants, possède ses sections sportives, ses colonies de vacances et son organisation paramilitaire « Milices nationales ». L'organisation S14 a aussi formé un groupe paramilitaire, « Garde municipale », officiellement financé par la mairie de Kiev qui lui délègue au cours de la crise du Covid certaines fonctions de surveillance et de maintien de l'ordre en appui à la police municipale.

Selon les rapports du groupe de recherche Marker Monitoring Group, les premières victimes de la violence d'extrême droite sont les militantEs féministes et LGBTQI+, ainsi que les militantEs d'extrême gauche. Les organisations comme S14, Corps National, Secteur de droite, attaquent systématiquement les manifestations du 8 mars, les Marches des Fiertés, les conférences et expositions sur des sujets marqués à gauche, visant également la communauté Rom, la communauté

juive et les mémoriaux de l'Holocauste, les personnes sans-domicile, les opposantEs politiques et les journalistes jugés insuffisamment patriotiques, tout cela dans l'indifférence relative des forces de l'ordre.

La participation active des nationalistes radicaux dans la résistance armée contre l'invasion russe contribue à la légitimation de leurs organisations. En même temps, au sein même des formations armées réputées néonazies, seule une minorité adhère effectivement à l'idéologie de son noyau. Comme le montrent les recherches de Coline Maestracci, qui a mené des dizaines d'entretiens avec les combattants d'Azov, les personnes qui cherchaient à s'engager à partir de 2014 étaient surtout attirées par l'efficacité de ce bataillon dans la lutte contre l'agression russe.

#### LA GAUCHE UKRAINIENNE FACE À LA GUERRE

Compte tenu de la complexité des enjeux, il n'est pas étonnant que la gauche ukrainienne se soit trouvée elle-même très divisée face aux événements qui se sont enchaînés de novembre 2013 au printemps 2014, et au-delà. Mais il faut d'abord déterminer de quelles organisations on parle, car certains partis se réclamant de cette famille politique ont depuis longtemps perdu le lien avec tout agenda émancipateur.

C'est le cas du Parti Communiste d'Ukraine, le successeur du PC soviétique, qui occupe une position de force jusqu'aux début des années 2000. En 1998, il obtient 25 % des votes aux élections législatives, et en 1999 son candidat Petro Symonenko fait face à Leonid Koutchma au second tour des élections présidentielles. Depuis la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine, ce parti n'a cependant jamais été un parti anticapitaliste et progressiste. Tout au plus jouait-il sur la nostalgie de l'URSS en promouvant un conservatisme social qui, dans les années 1990, faisait consensus parmi les élites politiques pour tenter d'atténuer les effets sociaux des privatisations sauvages. Au fond, le PC représentait un parti d'opposition commode permettant de canaliser le mécontentement social sans représenter de vraie menace pour le pouvoir



oligarchique en place. La direction du parti intègre de fait la classe dominante en participant à ses schèmes de corruption et en se constituant des fortunes confortables. Pour les raisons déjà évoquées<sup>3</sup>, la polarisation politique autour de l'axe pro-russe vs l'axe pro-ukrainien/pro-européen contribue à la marginalisation du PC. Sous Ianoukovytch, il forme une coalition avec le parti au pouvoir, en votant notamment les lois répressives de janvier 2014. Pendant le Maïdan, avec d'autres partis et organisations pro-russes, il participe à l'organisation de contre-manifestations à Kiev et dans d'autres villes de l'Ukraine de l'Est et du Sud. Les dirigeants communistes locaux approuvent l'usage de la force par la police anti-émeute pour disperser les manifestations, reprenant le discours propagandiste russe sur le « coup d'État fasciste » et rejetant les « valeurs européennes » à coups de slogans homophobes et racistes. Selon Denys Gorbach, le PC ukrainien serait ainsi idéologiquement plus proche des partis populistes de droite comme le Rassemblement National que des partis de gauche progressistes, mêlant protectionnisme économique et discours sur la supériorité des Slaves, sur une ligne anti-LGBTQI+ et pro-Église orthodoxe. Les mêmes conclusions peuvent être faites à propos du Parti socialiste d'Ukraine et du Parti progressiste socialiste d'Ukraine. Dans ce contexte, on comprend aisément pourquoi les UkrainienNEs se déclarent aujourd'hui volontiers « anti-communistes » : non pas parce que les classes populaires auraient définitivement renoncé à l'idéal de justice sociale, mais parce que le communisme est principalement associé au nationalisme pro-russe, à l'État policier, au conservatisme social et à l'adoration de Staline. Après la chute de Ianoukovytch, les symboles et la rhétorique du PC tombent sous le coup des lois de décommunisation adoptées en mai 2015, mais le parti continue à présenter ses membres aux élections locales. Il est définitivement interdit suite à l'invasion de l'Ukraine, avec d'autres partis « pro-russes ».

La « nouvelle gauche » indépendante des partis institutionnels s'est trouvée quant à elle profondément divisée, d'abord sur l'analyse du Maïdan, ensuite sur la guerre dans le Donbass. D'une part, le parti staliniste *Borotba*

(« Lutte »), qui n'a vu dans le Maïdan qu'une révolte de la petite bourgeoisie national-libérale, finit par se ranger du côté des anti-Maïdan dans les villes de l'Est et du Sud. Plusieurs militantEs de ce parti ont péri dans l'incendie tragique de la maison des syndicats à Odessa en mai 2014. Aujourd'hui, une partie de ces militantEs habitent toujours à Donetsk. CertainEs ont connu des arrestations par les pouvoirs séparatistes, d'autres sont devenuEs ouvertement pro-Poutine ou ont pris le chemin de l'exil vers la Russie.

D'autre part, certains nationalistes de gauche ont au contraire rejoint dès 2014 les bataillons de volontaires pour combattre les forces séparatistes, comme les militantEs de la « Résistance autonome » (*Avtonomny Opir*). Mouvement national-socialiste à l'origine, « Résistance autonome » opère un virage à gauche à partir de 2013, en rompant avec les organisations d'extrême droite et en plaçant la lutte de classe au centre de son analyse politique, mais elle garde sa spécificité ouest-ukrainienne avec une forte dimension nationaliste. Elle développe une idéologie et une activité éclectiques, combinant la glorification de l'organisation des nationalistes ukrainiens de Bandera et la participation aux marches de la torche, avec l'organisation des marches à la mémoire de Nestor Makhno et la participation aux manifestations syndicales, dont celle du 1<sup>er</sup> Mai.

La gauche radicale progressiste ayant pour ambition de réunir différentes initiatives socialistes, féministes, syndicalistes, écologistes et antiracistes, est représentée par l'organisation « Mouvement Social » (*Sotsialnyi Rukh*) lancée en 2015 par l'organisation trotskyste « Opposition de gauche », elle-même issue de l'« Organisation des Marxistes » où elle côtoyait *Borotba* jusqu'en 2011. « Mouvement Social » fait partie de cette gauche radicale qui, à l'époque, avait apporté un soutien critique au Maïdan, identifiant chez les classes populaires ayant pris part aux manifestations un désir de justice, au sens de respect de la loi par les classes dominantes, mais aussi au sens de justice sociale. Ses militantEs ont participé aux manifestations et ont été impliquéEs dans de multiples initiatives citoyennes. La fédération anarcho-syndicaliste « Union autonome des travailleurs » et le syndicat étudiant « Action directe » ont également pris part aux événements du

Maïdan, organisant des actions de leur propre chef, comme l'occupation du ministère de l'Éducation.

Les positions de cette gauche sur la guerre ont cependant été marquées par une certaine hésitation. D'un côté, tout en accentuant la responsabilité de la Russie dans le déclenchement de la lutte armée, elle a exprimé son opposition aux franges les plus va-t-en-guerre de la société ukrainienne et à son projet nationaliste exclusif, espérant qu'une solution diplomatique puisse être trouvée pour la réintégration pacifique et inclusive du Donbass et de la Crimée sur la base d'un dialogue avec les populations locales d'une part, et des conditions qui permettraient à l'Ukraine dans son ensemble de garder son indépendance vis-à-vis de la Russie de l'autre.

D'un autre côté, la gauche radicale s'est également gardée de défendre le « défaitisme révolutionnaire » et de critiquer de manière ferme l'opération anti-terroriste contre les républiques dites populaires de Donetsk et Lougansk, devenues entretemps des territoires de non-droit sous la dépendance totale de la Russie. Les activités du « Mouvement Social » se sont principalement concentrées pendant ces années sur la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, contre les réformes néolibérales et les privatisations, contre les attaques des droits des travailleurs/ses, pour l'avancement des droits des personnes LGBTQI+ et l'agenda écologiste. L'organisation, qui a des contacts privilégiés avec les syndicats indépendants, est souvent venue en appui aux mouvements de grève des travailleurs/ses de la santé, des transports et de l'industrie minière.

L'invasion de l'Ukraine marque un nouveau tournant qui enterre tout projet de négociations de paix dans le format des accords de Minsk. Il est clair désormais que Poutine ne reculera pas dans sa volonté de soumettre l'Ukraine, à moins de subir une défaite sur le terrain militaire. À partir de février 2022, les organisations de la gauche radicale s'engagent résolument dans la résistance à l'occupation, se joignant à l'élan populaire général pour défendre le droit de la société ukrainienne à l'existence et à l'autodétermination. □

1) Voir la première partie de ce texte dans *L'Anticapitaliste*, n° 140.

2) 40 euros par personne et 120 euros par famille, selon le décret du Cabinet des Ministres du 1<sup>er</sup> octobre 2014.

3) Dans la première partie de cet article.

# Brésil : une victoire dans une tragédie encore en cours

PAR VIRGÍNIA FONTES\*

*La victoire de Lula suscite beaucoup d'espoirs, malgré les alliances trop tôt établies avec un éventail de forces hétéroclites, y compris avec ceux qui ont contribué au renversement de Dilma Rousseff en 2016, et avec ceux qui se sont félicités de la prison décrétée pour Lula en avril 2018.*

**A**ux derniers moments, Lula et son équipe sont finalement sortis de leurs bureaux et se sont engagés dans une campagne populaire. Cela a changé l'ambiance entre les deux tours. Un mélange de militants, d'intellectuels, d'électeurs de tous bords y compris de classes populaires, tous ont fait face à la peur entretenue par le gouvernement de Bolsonaro et sont allés manifester dans les rues. En même temps beaucoup de réseaux se sont activés pour soutenir Lula, pour déceler les « fake news », pour faire circuler des textes vérifiés et pour diffuser les principales consignes surtout les plus populaires. Tout cela s'est fait de manière plus ou moins spontanée, dans un effort qui a réuni forces de diverses gauches avec des adhérents et sympathisants du Parti des Travailleurs, le PT, avec des anti-bolsonaristes de toutes tendances confondues. Il n'y a pas eu une organisation systématique, ce qui rendait les mots d'ordre d'autant plus hétéroclites, et faisait pencher l'ensemble de la campagne électorale vers un soutien personnalisé à Lula.

Néanmoins, toutes et tous – car cela a été assez répété – savaient que cette élection n'était que le début d'une lutte assez dure et qu'il fallait entretenir et faire avancer l'organisation populaire afin d'assurer la transmission du pouvoir présidentiel et en plus conserver les mots d'ordre et les revendications face à une puissance du proto-fascisme.

Il fallait faire face à l'ensemble des médias, dont certains ont affiché une position anti-bolsonariste mais sans soutien au PT. Mais aussi s'attaquer à plusieurs réseaux sociaux bolsonaristes et leurs algorithmes (YouTube, WhatsApp, Telegram, Facebook et autres), qui comptaient avec de gros financements, y compris depuis les États-Unis.

Les classes dominantes – surtout les secteurs les plus concentrés (banques, méga-proprétaires dans l'agro-business, une partie des industriels) – manifestaient leur mécontentement envers Bolsonaro, mais cela ne signifiait pas un quelconque soutien au PT. Il ne faut pas oublier les militaires et les forces policières qui soutenaient Bolsonaro sans cesser les menaces avec chantage.

Comme on s'y attendait, au lendemain de la victoire de Lula – par une marge assez étroite, d'ailleurs, de 2,1 millions de voix – des bolsonaristes organisaient des blocages de routes pour demander l'annulation des élections, en exigeant une intervention militaire, tout ceci sous l'œil attendri des militaires et des policiers (qui, d'ailleurs, ont tout fait pour empêcher les électeurs les plus pauvres de plusieurs régions de rejoindre leur bureau de vote). Après presque quinze jours de blocages, finalement ces bolsonaristes se sont déplacés autour des QG militaires d'où ils continuent de crier des mots d'ordre putschistes.

Or, immédiatement après les commémorations, le PT et Lula lui-même ont une dernière fois utilisé ces réseaux populaires si précieux pour consolider une réorganisation populaire, en dépit de leur grande diversité. Mais ils l'ont fait dans le sens contraire – pour les immobiliser, pour les tenir au silence, pour démobiliser l'activité populaire, pour rompre cette chaîne de communication fondamentale. Ils rejoignirent les grands médias qui eux aussi ont fait le vœu des trois singes – ne pas écouter, ne pas voir, ne pas parler.

Ainsi, nous avons assisté en silence pendant les derniers quarante jours à la présence quotidienne de l'extrême droite, à son rapprochement évident avec les militaires malgré le silence de Bolsonaro. Mais nous avons aussi vu ces putschistes se couvrir de ridicule, avec la diffusion en ligne de leurs comportements maladifs.

Il y a eu des protestations populaires, surtout en provenance de certains mouvements sociaux, comme le MTST – Mouvement des Travailleurs Sans Toit, de petits partis situés dans une vraie gauche anticapitaliste, ainsi que des antifascistes. Mais les appels au calme ont été renouvelés par le PT, malgré le succès de certains supporters de clubs de foot qui ont rompu des barrages pour assister à leurs matchs



et quelques percées spontanées de ces blocages par des gens sans organisation visible.

Cela met en évidence le processus qui est en cours. Pour le nouveau gouvernement élu, il s'agit de réserver toutes les décisions au niveau le plus haut de la chaîne de commandement, de refroidir l'ardeur de la participation populaire, et de refaire une coalition qui prétend aller de la gauche jusqu'aux classes dominantes, en plus d'abriter des secteurs de la droite, voire de l'extrême droite. C'est un éventail bien plus large que celui des gouvernements précédents du PT. Bref, une union nationale qui inclut y compris des forces fascistes ou fascisantes.

Il ne s'agit pas d'une situation facile et il ne faut pas oublier que nous faisons face à une circonstance plutôt dramatique. On peut calculer qu'un tiers de ceux qui ont voté Bolsonaro est foncièrement bolsonariste, c'est-à-dire chaque jour plus proche de positions fascisantes. Parmi eux, une partie non négligeable appartient aux couches populaires. Et cela malgré les presque 700 000 morts de la pandémie, en bonne partie dus à une politique génocidaire menée par Bolsonaro et son équipe. Le Brésil est le seul pays au monde où une politique austéritaire a été constitutionnalisée, avec 50,8 % du budget national consacré au paiement de la dette publique et/ou des intérêts<sup>1</sup>. Cet amendement constitutionnel a été rebaptisé « plafonnement de la fin du monde ». Les grandes banques, les fonds financiers, les courtiers – brésiliens ou étrangers – sont les bénéficiaires de cet endettement. En revanche, les plus misérables ont reçu des aides intermittentes, car pendant la pandémie même Bolsonaro a été obligé d'assurer leur survie, et leur nombre a atteint 21,5 millions de personnes en novembre 2022<sup>2</sup>. Beaucoup de ces aides ont été attribuées de façon illégale (on ne connaît pas encore le pourcentage) au moment des élections, alors que la loi l'interdit formellement. La mauvaise foi – au bénéfice des banques – est allée plus loin. Des prêts consignés, c'est-à-dire destinés à être remboursés par des retenues futures sur ces aides, avec des taux d'intérêt abusifs, ont été offerts comme s'il s'agissait d'une donation et endettent les plus pauvres pour une longue durée. En revanche, presque deux millions de personnes ont reçu ces aides à la dernière minute sans

avoir été recensées et certaines ont été attribuées à des militaires ou à des secteurs pro-Bolsonaro.

Le panorama est encore plus sombre : le parlement élu en 2022 est majoritairement d'une droite dure, ainsi que les gouverneurs élus. Six d'entre eux appartiennent à des forces proches de la gauche, sur un total de 27, tout le reste appartenant à la droite<sup>3</sup>.

La situation institutionnelle est dramatique et presque toute l'administration destinée aux droits populaires est ravagée – l'éducation, la santé, la science, le transport public, les problèmes du changement climatique, le soutien aux peuples autochtones, le soutien aux femmes, la lutte contre le racisme, les tragédies urbaines, etc. Les inégalités grandissent. Les seules institutions qui sortent indemnes de ce gouvernement proto-fasciste sont les forces armées, les polices, le judiciaire et le parlement. Toutes très bien rémunérées, et infiltrées de proto-fascistes auxquels se mêlent des droites politiques de tous coloris.

La crise sociale est énorme et la crise économique atteint surtout les plus pauvres, car une bonne partie des bourgeoisies brésiliennes ont encaissé des surprofits.

Ainsi, l'élection de Lula, malgré toutes les hésitations durant cette campagne et les premiers pas de la transition, malgré l'éventail inquiétant des alliances politiques, malgré le risque d'un nouveau désengagement populaire encore plus grave envers toute forme d'organisation politique, cette élection donc donne un réel souffle d'air frais. Et cela, en dépit même de l'acceptation et de la naturalisation en cours des mesures prises après le coup médiatique-parlementaire-juridique de 2016. Le gouvernement Bolsonaro a été si terrible, a suscité tellement de forces brutales, tellement de déboires que même un nouveau gouvernement très limité ouvre au moins des voies à des luttes sociales et politiques, contre les censures déjà en cours par des sectes religieuses et par d'autres archi-conservateurs. Elle signifie un soulagement, mais reste dans l'ombre de préoccupations croissantes.

D'autres aspects méritent l'attention.

### 1. LES FORCES ARMÉES-FFAA, LES POLICES, LES MILICES

La famille Bolsonaro est appelée « *familicia* » en raison de son étroite proximité avec les milices de Rio de Janeiro. Phénomène assez complexe à décrire

en quelques mots, il s'agit de bandes armées, avec une longue histoire qui traverse tout le XX<sup>e</sup> siècle et qui ont agi avec l'accord des militaires pendant la dictature de 1964-1988. Des liens de plus en plus étroits entre ces bandes armées, les polices et les FFAA se sont tissés autour de la vente de drogues (qu'ils feignent de combattre), de la spéculation immobilière et de la vente de services illégaux, en s'accaparant des services publics (transports) ou des services privés (vente de gaz, de l'accès à l'internet, entre autres activités).

Les confrontations se traduisent par une lutte permanente pour des territoires, contribuent à renforcer les liens entre miliciens et policiers, et assurent une activité économique très lucrative. Il n'y pas d'absence de l'État, mais bien une forme particulière de sa présence dans les territoires populaires. Ces milices assurent le contrôle des territoires populaires avec une férocité rare, et peuvent éliminer (tuer) les adversaires économiques ou autres. Le gouvernement Bolsonaro a renforcé les milices dans tout le pays, spécialement par l'autorisation de la vente d'armes et l'encouragement des CAC – collectionneurs, tireurs sportifs et chasseurs – lesquels totalisent autour de 700 000 personnes avec un lourd arsenal. Parmi ces CAC, plusieurs propriétaires terriens de taille moyenne, ainsi que certaines couches des classes moyennes. Ils sont plus nombreux que l'effectif des forces armées, composées de 360 000 personnes, ainsi que la police militaire, qui totalise 406 000 personnes<sup>4</sup>.

Or, cet ensemble est majoritairement bolsonariste. Pourquoi n'ont-ils pas fait le coup d'État qu'ils promettaient sans cesse ? Pourquoi les FFAA ne sont pas sorties de leurs casernes contre Lula, malgré l'insistance des bolsonaristes ? La réponse est plutôt internationale – la reconnaissance instantanée de l'élection de Lula, en premier lieu. En second lieu, le général Mourão, vice-président de Bolsonaro, a déclaré en novembre dernier qu'un coup d'État militaire risquerait d'entraîner des sanctions internationales ; crainte qui semble répondre à des signaux en provenance des États-Unis<sup>5</sup>.

Ainsi, pour l'instant, il n'y aura pas de coup d'État militaire. Mais ces forces autocrates et fascisantes restent intactes et tout mène à croire que le futur ministre de la Défense n'appliquera pas de punitions décidées contre ces putchistes<sup>6</sup>.

## 2. LES BOURGEOISIES

Les bourgeoisies brésiliennes sont fondamentalement traversées par les intérêts des bourgeoisies étrangères, en particulier celles des États-Unis. Elles ne sont pas des bourgeoisies fragiles, ni économiquement, ni politiquement. Tandis qu'en 2020 (dernière année des statistiques officielles) le stock total des investissements étrangers au Brésil atteignait US\$765,4 milliards, les investissements brésiliens à l'étranger atteignaient US\$448,0 milliards<sup>7</sup>. Politiquement, avec l'accord et la participation des grandes entreprises étrangères, ces bourgeoisies ont mené deux actions politiques centrales au cours des trente dernières années : d'abord, financer presque tout le spectre des partis politiques au moment des élections. Cela leur permettait de brouiller les clivages et de contrôler l'évolution de propositions politiques partisans. Deuxièmement, et cet aspect est peu étudié, elles ont tissé un énorme réseau d'entités sans buts lucratifs, en parallèle au réseau syndical formel du patronat. Ce réseau parallèle accomplit de multiples tâches – rassembler et organiser politiquement les différents secteurs économiques ; établir des forums associatifs multisectoriels, pour présenter des « politiques techniques » pour l'ensemble de l'économie, assurer à des *Think Tanks* une énorme influence dans l'ensemble de l'enseignement supérieur et, finalement, tisser un maillage d'entités tournées vers les secteurs populaires. Cette dernière maille se présente comme « politique, mais non partisane » et par son intermédiaire ces bourgeoisies agissent pour détruire des politiques universelles en même temps qu'elles proposent une « nouvelle » politique dite de « réduction de la pauvreté », reposant sur l'entrepreneuriat, la méritocratie, etc. Avec ce réseau, elles contrôlent l'actualité de presque tout l'ensemble de l'éducation *publique* avec un « mouvement » nommé « Tous pour l'Éducation » ; elles essaient de contrôler la santé publique (« Tous pour la Santé »). Cela s'est fait avec l'accord des gouvernements du PT. Elles se présentent comme « démocratiques » mais participent sans état d'âme aux regroupements fascistes, selon leur intérêt. Il y a bien sûr des divisions dans ces bourgeoisies, et des limites. Le coup d'État de 2016 semble avoir été soutenu surtout par les couches moins

concentrées économiquement de ces classes bourgeoisies. Les résultats néanmoins les favorisaient toutes, sauf une petite poignée des plus grandes, percutees par l'opération Lava-Jato, avec le soutien des États-Unis (et d'autres gouvernements étrangers), ce qui mettait un frein à l'appétit des investissements brésiliens plus autonomes (impérialistes) vers l'extérieur. Il semble que ces tensions entre ces divers secteurs de la bourgeoisie se poursuivent, et le gouvernement Bolsonaro a, à la fois, favorisé la méga-propriété de l'agro-business, mais aussi les secteurs intermédiaires, en permettant ouvertement qu'ils enfreignent la loi, envahissant des terres indigènes, fermant les yeux sur l'activité minière et sur l'extraction de bois amazoniens, activités menées par les secteurs de taille moyenne et politiquement plus fascistes. À tel point que les grosses entreprises agro-minières-forestières, qui ont tout accepté pendant un certain temps, se sont un peu refroidies avec Bolsonaro en raison des dénonciations internationales.

Une autre division importante traverse ces bourgeoisies – formées en étroite alliance avec les États-Unis, leur principal client étant la Chine.

## 3. LES COUCHES POPULAIRES

Leur situation est encore plus difficile. La plupart des syndicats est très affaiblie et ne fait rien pour renverser la situation, au moins pour l'instant. En réunion avec plusieurs centrales syndicales, le 1<sup>er</sup> décembre 2022, Lula a dit, sans que cela ait suscité un vrai tollé, qu'il se consacrerait à « attirer les investissements étrangers, surtout l'investissement direct, pour qu'on arrive à une nouvelle régulation du monde du travail, sans vouloir revenir au passé<sup>8</sup> »...

Politiquement, les couches populaires sont divisées par rapport à Lula et Bolsonaro, y compris dans plusieurs capitales, comme à Rio de Janeiro. Ce n'est que dans le Nordeste profond que la grande majorité a voté Lula.

Il y a une petite réduction du taux de chômage, mais il reste toutefois 10 millions de personnes sans travail ; autour de 39 millions de personnes aux activités précaires ou dépourvues de droits<sup>9</sup>, et ces chiffres augmentent en fonction de la croissance de l'économie informelle ('ubérisation' et autres). Autour de 80 millions de personnes sont endettés<sup>10</sup> ; 33 millions de personnes

sont en situation de famine, autour de 125 millions en degrés divers de précarité alimentaire<sup>11</sup>, les inégalités grandissent ; il y a un fort recul des services publics... Les mouvements sociaux ont été persécutés mais, malgré cela, ne se sont pas dissouts et ont engrangé des appuis de certaines couches moyennes, des intellectuels et des milieux culturels. Il y a donc des difficultés concrètes gigantesques liées à la survie, mais une fermentation diffuse quoique assez combative chez les peuples indigènes, les féministes, les antiracistes, les écosocialistes.

Bref, Bolsonaro a été battu électoralement. Tout mène à croire à une tentative du PT de recomposer des alliances par le haut, et de rendre difficile l'organisation autonome des travailleurs. Pour cela, les entités « sans but lucratif » bourgeoisies sont déjà en place, en train de proposer de nouvelles politiques de compromis, et en bonne entente avec les fascistes, toujours présents, et en armes. Après un petit moment de répit, la lutte ne fait que commencer. □

**Virginia Fontes est historienne à l'Université Fédérale Fluminense ([http://www.grupodetrabalhoeorientacao.com.br/Virginia\\_Fontes.html](http://www.grupodetrabalhoeorientacao.com.br/Virginia_Fontes.html)). Article revu par Irene Seigle.**

1) <https://auditoriacidada.org.br/conteudo/gasto-com-divida-publica-sem-contrapartida-quase-dobrou-de-2019-a-2021/>

2) <https://www.gov.br/pt-br/noticias/assistencia-social/2022/11/auxilio-brasil-chega-a-21-53-milhoes-de-familias-em-novembro-de-2022>

3) <https://www.poder360.com.br/poder eleitodal/conheca-os-27-governadores-eleitos-em-2022/>

4) <https://www.cartacapital.com.br/sociedade/cacs-ja-superam-total-de-pms-e-de-integrantes-das-forcas-armadas-em-todo-o-pais/>

5) <https://www.poder360.com.br/governo/mourao-fala-em-retornar-forte-em-2026-e-diz-que-golpe-e-difical/>

6) [https://www.cartacapital.com.br/cartaexpressa/jose-mucio-ministro-da-defesa-de-lula-projeta-despolitizar-e-despartidarizar-as-forcas-armadas-voir\\_aussi:\\_https://www.bbc.com/portuguese/brasil-63912906](https://www.cartacapital.com.br/cartaexpressa/jose-mucio-ministro-da-defesa-de-lula-projeta-despolitizar-e-despartidarizar-as-forcas-armadas-voir_aussi:_https://www.bbc.com/portuguese/brasil-63912906)

7) Brasil- Banco Central do Brasil - Relatório de Investimento Direto 2021. <https://www.bcb.gov.br/publicacoes/relatorioid>

8) <https://www.bancariosrio.org.br/index.php/noticias/item/9715-cut-e-demais-centrais-se-reunem-com-lula-no-governo-de-transicao-e-entregam-propostas-dos-trabalhadore>

9) voir aussi <https://www.dieese.org.br/boletimdeconjuntura/2022/boletimconjuntura36.html>

10) <https://www.dieese.org.br/outraspublicacoes/2022/sinteseEspecial10.html>

11) <https://pesquisassan.net.br/20-inquerito-nacional-sobre-inseguranca-alimentar-no-contexto-da-pandemia-da-covid-19-no-brasil/>

# Le soulèvement en Chine : Résister aux confinements, à la répression et à la précarité

PAR YUN DONG

*À Shanghai, de jeunes manifestants en colère ont affronté la police qui les encerclait, réclamant la liberté et criant : « N'êtes-vous pas censés servir le peuple ?! » Des centaines de personnes s'étaient rassemblées dans la soirée du 26 novembre en hommage aux victimes de l'incendie d'une tour d'habitation à Urumqi, la capitale de la province du Xinjiang.*

L'incendie a entraîné la mort d'au moins dix personnes et en a blessé neuf autres appartenant à plusieurs familles. Les manifestants estiment que les victimes auraient pu être sauvées si le complexe résidentiel n'avait pas fait l'objet d'un confinement Covid.

Ces décès ont déclenché une émeute qui a duré toute la nuit du 25 novembre à Urumqi. Le gouvernement local avait imposé des mesures sévères et dangereuses, notamment le bouclage non seulement des immeubles d'appartements, mais aussi des appartements individuels avec des barres de fer et de nouvelles serrures qui empêchaient les gens de sortir de chez eux.

Des manifestations nationales ont suivi dans les universités, dans les quartiers et dans les rues de Shanghai, de Pékin, de Guangzhou, de Chengdu et d'ailleurs.

Les étudiants ont lancé divers appels à la liberté, à la démocratie, à la liberté d'expression et à l'État de droit, et ont dénoncé le régime autoritaire du Parti communiste chinois. Pour l'écrasante majorité des manifestants, il s'agissait de leur première manifestation. Il n'y a rien eu de tel à cette échelle et aussi ouvertement antigouvernemental en Chine depuis des décennies.

## UN SOULÈVEMENT CONTRE LES CONFINEMENTS

La rapidité avec laquelle les masses populaires se sont soulevées et ont défié le

gouvernement et ses politiques est tout simplement stupéfiante. À la fin du mois d'octobre, des ouvriers rassemblant des iPhones et d'autres produits électroniques grand public dans la méga-entreprise de Foxconn à Zhengzhou (Henan), qui emploie plus de 200 000 personnes, avaient commencé à sauter par-dessus les murs et à s'enfuir de l'usine.

Ces travailleurs, dont beaucoup sont des intérimaires embauchés pour la haute saison, avaient été placés sous le régime dit du « circuit fermé ». Il interdit aux travailleurs de quitter l'établissement sous prétexte de les protéger du Covid.

Le motif sous-jacent, bien sûr, est de faire en sorte que les travailleurs fabriquent des produits pour les multinationales en vue de la prochaine saison des fêtes de fin d'année. Malgré le système en circuit fermé, certains travailleurs ont attrapé le virus et, par crainte d'une épidémie massive et d'être enfermés, ils ont fui l'usine.

Sous la pression de l'opinion publique, Foxconn s'est excusé et a autorisé les travailleurs à partir. Le gouvernement local a ensuite aidé Foxconn à recruter de nouveaux intérimaires en leur offrant des primes élevées, et a ordonné à des employés des administrations publiques de se présenter au travail pour maintenir l'usine en activité.

Mais Foxconn a modifié les termes des contrats, réduisant les salaires des

travailleurs. Se sentant trompés, les ouvriers ont déclenché une émeute. Le gouvernement a réagi en imposant un confinement de type Covid à toute la ville de Zhengzhou pour mettre fin à la protestation. Ce qui avait commencé comme un conflit de travail a dégénéré en une émeute qui a attiré l'attention du pays tout entier.

Les émeutes survenues à l'usine Foxconn et à Urumqi ont montré au public qu'il était possible de résister aux restrictions sévères imposées sous prétexte du Covid : les protestations ont forcé Foxconn et un gouvernement local à commencer à faire des concessions.

Cette résistance est le résultat d'une confluence de catalyseurs immédiats et de dynamiques politiques et économiques à long terme. Elle a fait tomber une certaine barrière politico-psychologique chez un grand nombre de personnes, les amenant à perdre leur crainte d'être arrêtées dans un État hautement surveillé et à se joindre à des manifestations de masse.

## LA FIN D'UNE ÈRE DE PAIX SOCIALE RELATIVE

La vague nationale de protestations contre les confinements, les appels à plus de liberté et de démocratie et les dénonciations de l'autoritarisme sont extraordinaires et sans précédent dans l'histoire récente. Les protestations ne se limitent pas aux restrictions imposées par le Covid ; elles



s'opposent à l'intrusion croissante du gouvernement dans la vie quotidienne des gens. C'est un fait nouveau.

À partir des années 2000, l'État chinois s'est retiré de la sphère privée, du moins pour la classe moyenne urbaine et certaines sections de la classe ouvrière industrielle. Le gouvernement s'était retiré de cette sphère pour permettre à une société de consommation bourgeoise de se développer.

Au cours de la même période, des années 2000 au début des années 2010, la société civile a semblé s'épanouir, des organisations se faisant davantage entendre sur les questions sociales, et la presse écrite et les réseaux sociaux étant plus agressifs dans leurs efforts pour demander des comptes au gouvernement

### **CONFINEMENT ET PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE**

La politique Zéro-Covid de Xi Jinping et les confinements ont changé la donne. Soudain, la liberté de mouvement et la vie quotidienne des gens ont été soumises au contrôle direct de l'État, et le ralentissement de la croissance de l'économie chinoise a compromis la confiance des gens quant à leurs perspectives d'avenir. Mais l'opposition à l'intrusion de l'État a mis du temps à se développer.

La plupart des politiques de l'État chinois dans la dernière période, hormis le zéro-Covid, ont visé principalement à freiner les excès spéculatifs dans les secteurs de la haute technologie et de l'immobilier et à soutenir la croissance économique. L'État a également joué un rôle plus actif en incitant les couples à avoir plus d'enfants afin de surmonter la crise démographique imminente en Chine, précipitée par le faible taux de natalité et le vieillissement de la population.

Tout cela a entraîné une intervention accrue de l'État dans l'économie et la société. Zéro-Covid a alors porté cette intrusion à un niveau sans précédent.

### **UNE COLÈRE ACCUMULÉE**

En 2022, certaines villes ont été verrouillées pendant des semaines et des mois. Le « Grand Blanc », comme on appelle familièrement les travailleurs médicaux vêtus de combinaisons de protection, que l'on considérait comme des héros faisant des sacrifices personnels pour le bien collectif, s'est transformé en exécutants impersonnels de politiques étatiques sévères.

Une série d'incidents liés au Covid a encore ébranlé la foi dans le zéro-Covid. Diverses histoires ont suscité la colère, et cette colère s'est accumulée. Des protestations ont

commencé à apparaître au début de l'année 2022, mais elles étaient pour la plupart isolées et plus faciles à contenir.

### **DES ESPOIRS DE CHANGEMENT BRISÉS**

Le 20<sup>e</sup> congrès du parti a marqué un tournant dans cette histoire. Comme la limite du mandat du secrétaire du Parti avait déjà été supprimée en 2018, personne n'a été surpris de voir Xi prolonger son règne. La limite de mandat aide essentiellement à recomposer les différentes factions du Parti communiste pour atteindre un équilibre et assurer une transition ordonnée du leadership.

Néanmoins, la limite maximale des mandats cultive l'espoir que, tous les dix ans, quelqu'un de nouveau prendra le pouvoir et fera les choses différemment.

La perte d'espoir dans un infléchissement du gouvernement s'est développée au moment même où les perspectives économiques de la population devenaient sombres. Après avoir rebondi en 2021, la croissance économique de la Chine s'est ralentie.

Pour les jeunes, le taux de chômage a atteint un niveau record ces derniers mois, atteignant près de 20 % chez les 16-24 ans, tandis que les nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur sont confrontés à une situation de l'emploi catastrophique.

Les gens perdent confiance dans la capacité du gouvernement à changer, doutent de l'efficacité et de la rationalité de sa politique de Zéro-Covid, et sont réticents à tolérer les sacrifices qu'elle leur impose. Ils sont également troublés par ce qui semble être une mise en œuvre arbitraire et irrationnelle de cette politique.

### **RÉSISTANCE DE MASSE SANS INFRASTRUCTURE DE DISSIDENCE**

La frustration de masse a explosé en protestation ces derniers jours. La mobilisation a été remarquable, et elle a donné aux gens la confiance nécessaire pour exprimer leur mécontentement croissant. Une masse critique de personnes a surmonté la peur de la répression gouvernementale et a partagé des messages en ligne, ce qui, après la manifestation du pont Sitong, a conduit à la censure des réseaux sociaux et à la suspension ou l'interdiction permanente des comptes.

De nombreuses manifestations ont eu lieu sur des campus ainsi que dans des complexes d'appartements. Ces deux types de sites sont des espaces partagés, permettant aux gens de coordonner des actions plus facilement que dans les rues avec des

participants venant de toute la ville. Pour l'instant, il n'y a pas de direction nationale centralisée, et il est peu probable qu'elle émerge.

Mais les revendications sont déjà clairement articulées et cristallisées dans l'opposition aux confinements. Le caractère des protestations n'est pas non plus uniforme; elles vont du pacifique à la confrontation ouverte. La plupart d'entre elles expriment des revendications libérales qui ne sont pas radicales dans les démocraties libérales mais qui sont hautement subversives dans un État autoritaire. Et elles portent en elles des effets progressistes et démocratisants.

### **LE DILEMME D'UN RÉGIME AUTORITAIRE FACE À LA RÉSISTANCE**

Face à une vague nationale de manifestations, l'État chinois est pris dans le dilemme classique d'un régime autoritaire. Concéder et assouplir les mesures Zéro-Covid risque de confirmer que la contestation fonctionne et d'en encourager d'autres à s'organiser et à se battre pour leurs revendications. Mais ne pas céder pourrait pousser les manifestants à intensifier leur lutte et à inviter d'autres personnes à les rejoindre.

À mesure que les manifestations s'étendent et se radicalisent, certaines adoptant des slogans explicitement anti-gouvernementaux et antiparti, la possibilité d'une répression de l'État augmente de manière exponentielle. Dans le même temps, il n'est pas inconcevable qu'une combinaison de répression sélective et de concessions limitées sur les restrictions liées au Covid puisse étouffer les protestations.

Cependant, même si l'État parvient à contenir les manifestations, le problème qui, en premier lieu, a conduit à cette situation demeure. La Chine n'est probablement pas prête à abandonner le Zéro-Covid.

L'ouverture n'est pas envisageable sans un investissement massif dans le système de santé et la vaccination des personnes âgées.

Le parti est si opaque que nous avons peu d'idées sur ce qu'il est susceptible de faire. Quelle que soit l'issue immédiate des manifestations, les gens ordinaires en Chine sont radicalisés par cette expérience et beaucoup se sont auto-organisés. Cela a considérablement élevé la conscience des masses et l'expérience de la lutte pour la justice restera en eux, quelle que soit l'issue. C'est de bon augure pour l'avenir.

**30 novembre 2022, version complète en ligne.**

# Annie colère de Blandine Lenoir : anatomie d'une lutte

PAR MAYA LAVAULT

*Le dernier film de Blandine Lenoir, Annie colère, sorti en salles le 30 novembre, fait palpiter à nouveau le cœur d'une lutte emblématique, toujours et encore d'actualité : le combat des femmes pour le droit à l'avortement.*

À travers l'histoire d'Annie, ouvrière dans une usine de matelas qui, après un premier avortement clandestin à l'aiguille à tricoter, trouve au sein d'un groupe de militantes pratiquant des avortements illégaux, une aide bienveillante et une voie d'émancipation, la réalisatrice montreuilloise Blandine Lenoir retrace l'histoire de la lutte du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) pour la légalisation de l'avortement, de 1973 au passage de la loi Veil en janvier 1975.

## « FABRIQUER DES IMAGES MANQUANTES »

La particularité la plus marquante du film est sans doute la visibilité qu'il donne à une lutte invisible, non seulement parce qu'elle a été effacée de l'histoire collective par la mise en scène du passage en force de la loi Veil, autour d'une mythologie de la « grande dame » comme avatar concédé au féminisme de la figure patriarcale du « grand homme », mais aussi parce que c'est une lutte qui se déroule dans l'intimité des corps, qui se saisit à travers des paroles d'arrière-boutique et des gestes pratiqués dans le secret des cuisines ou des chambres.

Par l'intermédiaire du personnage de l'ouvrière Annie, dont l'histoire est tirée de témoignages réels, le film propose une plongée au cœur de l'activité militante d'une cellule du MLAC dans une petite ville de province : les temps d'accueil et d'écoute des femmes qui viennent toquer discrètement à la porte de leurs locaux, en quête d'une solution d'avortement qui leur évite les « faiseuses d'anges » et les aiguilles à tricoter ; leur accompagnement bienveillant et solidaire avant, pendant et après l'avortement, pratiqué collectivement par l'équipe des militantes aidées de médecins bénévoles ; les chants, les sourires, mais aussi les

discussions houleuses et stratégiques, les départs en car vers la Hollande pour femmes enceintes de plus de 8 semaines, les collages d'affiches, qui déclinent tous les gestes de leur combat pour rendre visibles ces avortements illégaux et forcer le gouvernement à légiférer.

« *Le MLAC a contribué de manière décisive au changement de la loi sur l'avortement, mais il a été invisibilisé [...] j'ai vu le magnifique documentaire "Regarde, elle a les yeux grands ouverts", qui est un travail collectif des membres du MLAC d'Aix avec Yann Le Masson, et bien sûr "Histoires d'A", de Charles Belmont et Marielle Issartel, qui était un film de propagande sorti en plein milieu de la lutte. Ces films sont extraordinaires mais ne racontent pas le fonctionnement du mouvement, ni toute l'histoire. J'ai eu envie de fabriquer ces images manquantes<sup>1</sup>* » explique Blandine Lenoir. Elle poursuit : « *Des femmes qui luttent ensemble, ce sont des images que j'ai rarement vues au cinéma ; je n'avais que rarement vu aussi des femmes bienveillantes entre elles... Le récit historique est un rapport de force, il y a un récit manquant, un récit à renouveler. L'histoire du MLAC fait partie de l'histoire politique de la France. Avec ce film, je veux rendre grâce à ces femmes qui ont lutté pour notre liberté, qu'on se souvienne que les lois s'arrachent de haute lutte ! Je voudrais que le MLAC fasse partie de la mémoire collective.* »

Le propos du film acquiert d'autant plus de force politique que la réalisatrice prend le pari de filmer au plus près les gestes des militantes et de montrer comment ils composent un ensemble de pratiques cohérentes visant à l'émancipation des femmes par elles-mêmes : l'écoute, la parole qui accompagne et qui explique, le geste technique de l'avortement composent une pédagogie militante qui prend tout son sens politique par son caractère collectif et sa volonté de se rendre visible et partageable.

## « IL FAUT QU'ON AIT ENVIE D'ÊTRE À LA PLACE DE CHAQUE FEMME QUI AVORTE »

Le film met en scène six avortements : « *plus que dans toute l'histoire du cinéma* » précise Blandine Lenoir. Elle choisit un regard « du dedans », qui inclut littéralement les spectateurs et spectatrices dans les scènes d'avortement en montrant les gestes effectués, leur déroulement minutieux et leur effet libérateur, prenant le parti de montrer l'avortement comme un soulagement, un véritable moment de libération, joyeux, solidaire et collectif. Car les scènes d'avortement sont des scènes collectives : d'abord, parce que les femmes sont accueillies ensemble, invitées à livrer à l'écoute des autres, si elles le souhaitent, leur récit de femme, puis le matériel et la technique utilisés y sont patiemment montrés et manipulés collectivement ; ensuite, parce que les militantes du MLAC travaillent en binômes, accompagnées par un médecin, dans une répartition des tâches non hiérarchisée, se soutenant mutuellement dans leurs gestes et par leurs regards ; enfin, parce que les avortements des femmes accueillies en même temps sont pratiqués le même jour, dans l'appartement de l'une d'entre elles, pour finir autour d'un repas partagé.

« *En opposition avec ce que j'ai pu voir jusque-là au cinéma : les scènes d'avortement sont presque toujours glauques et tragiques. Mon envie était de représenter l'avortement autrement, arrêter de stigmatiser les femmes qui avortent. Ici, l'avortement est un soulagement, pas un drame. Je voulais absolument montrer la tendresse qui existait pendant ces avortements – comment on se parle, comment on se regarde, comment on se touche dans un moment pareil. [...] Je me suis beaucoup concentrée sur les visages, je voulais qu'on voie la surprise et le soulagement des femmes d'être enfin considérées, d'être*

écoutées. Parce que c'était fondamental dans la façon dont étaient pratiqués les avortements par le MLAC : on expliquait aux femmes ce qu'on leur faisait, pour qu'elles ne subissent pas, qu'elles se réapproprient leurs corps. Chaque étape de l'avortement est ainsi un moment d'émancipation et d'éducation – par exemple avec un miroir, on leur montre à quoi ressemble le col de l'utérus, etc. »

Les spectatrices et les spectateurs du film découvrent en même temps que les femmes venues avorter la méthode Karman et sa technique d'aspiration du contenu de l'utérus à l'aide d'une canule et d'une pompe à vélo. Rapide, simple, sans douleurs, sécurisée et peu coûteuse, en un mot « révolutionnaire », c'est l'outil de la lutte collective, qui inverse la domination, l'emprise sur le corps des femmes. À travers le geste technique, c'est un acte social et politique d'éducation et d'émancipation, qui s'accomplit.

### REPRENDRE LE POUVOIR SUR NOS CORPS ET NOS VIES

« Ce qui nous a captivées, explique Blandine Lenoir, c'était tous ces récits de femmes qui racontaient combien leur militantisme au MLAC les avait transformées, comment elles se sentaient capables de tout puisqu'elles avaient pu pratiquer des avortements. » C'est à la fois une inversion du regard porté sur l'avortement et une inversion de la honte des femmes qu'opère le film à travers la transformation du personnage d'Annie : au début du film, au moment où elle passe, dans la crainte et la honte, la porte du local du MLAC, elle rejette en haussant les épaules tout engagement politique ou syndical ; au fil de son intégration au groupe de militantes, elle devient une femme pleine d'assurance, qui finit par apprendre les gestes de la méthode Karman pour pratiquer les avortements elle-même, épaulée par son amie médecin, avant de s'inscrire en fac pour entamer des études d'infirmière. Annie saisit spontanément que cette lutte est d'abord une lutte de classe, « car l'avortement dans les années 70 était une injustice terrible : les aiguilles à tricoter pour les ouvrières et les grandes cliniques en Angleterre pour les bourgeoises » rappelle Blandine Lenoir.

Le film pose clairement la question de l'alliance possible entre bourgeoises et ouvrières à travers une lutte d'émancipation, en même temps que celle de l'autonomie de la lutte des femmes. Au cours d'une réunion des membres de la cellule MLAC d'Annie, les femmes du groupe,

en particulier l'infirmière, revendiquent auprès des deux médecins bénévoles la possibilité d'être formées pour pratiquer elles-mêmes les avortements et répondre ainsi au besoin d'un nombre croissant de femmes. Devant leur refus de transmettre leur savoir et leur pratique à des femmes qui ne sont pas médecins, l'infirmière pointe la contradiction de ces jeunes militants, qui affirment lutter pour les droits et la santé des femmes contre l'autorité médicale et contre l'État, mais leur imposent leur autorité et leur pouvoir au sein de leur MLAC.

Dans la même veine, au détour d'une autre scène de discussion, le jeune médecin revendique son autorité d'expert de la révolution qui entend « politiser » les femmes de son MLAC, leur expliquant que leur lutte doit se mettre au service d'un objectif plus large et plus noble, la révolution prolétarienne : pour faire la démonstration publique que les travailleurs peuvent prendre le contrôle des moyens de production, il revendique les avortements médiatisés, aux yeux de tous, à l'hôpital, sous son autorité. Pour les femmes du groupe, la « vraie » révolution est déjà en route : elle est entre les mains des femmes qui reprennent le pouvoir sur leurs corps.

Au dénouement du film, le passage de la loi Veil referme la séquence émancipatrice en signant l'arrêt de mort des MLAC par une prise en charge hospitalière des avortements. La loi place le corps des femmes sous contrôle et leur retire l'exercice d'un savoir-faire acquis de haute lutte. Annie exprime ses craintes qu'un changement de gouvernement puisse un jour revenir sur la loi Veil : qui avortera nos filles si nous perdons notre expérience et notre pratique ? s'inquiète-t-elle. Le message final est clair : la loi Veil constitue paradoxalement une forme de régression, chaque femme avortée étant renvoyée à

la solitude d'un parcours médicalisé qui la place en position de patiente, voire de cliente, rompant la solidarité construite dans la lutte ; c'est une loi de classe qui ne prévoit pas le remboursement de l'IVG, et fait peser à nouveau sur les femmes des classes populaires le risque de la solution du dernier recours, à coups d'aiguilles à tricoter. Il faut attendre 1982 en effet pour que l'avortement soit remboursé par la sécurité sociale.

« Finalement avec la loi Veil, commente Blandine Lenoir, il ne reste plus que l'aspect médico-juridique, l'objectif féministe de la prise en main des femmes de leurs corps a échoué. Le cadre convivial, la transmission des savoirs, le climat d'égalité et de tendresse, l'éducation avec le miroir, etc., tout cela a disparu. Je suis en colère contre les gynécologues qui donnent des contraceptifs aux femmes sans leur parler de leurs corps. Je suis en colère de voir qu'on demande toujours aux femmes de "faire silence", d'être discrètes sur leurs règles, leurs fausses couches, leurs avortements. Je suis en colère contre l'État par rapport à la loi de 1974 sur l'éducation sexuelle : chaque élève en France est censé recevoir trois séances d'une heure et demie par an, du CP à la terminale, et ce n'est toujours pas appliqué et donc ça reste un énorme échec. »

Au dénouement d'*Annie colère*, on pense au titre du documentaire de Jamila Jendari et Nicolas Beirmaert, autre film en ce moment à l'affiche, qui retrace les derniers moments de lutte des salariés de l'usine Ford à Blanquefort, jusqu'à l'arrêt définitif des chaînes de montage en 2020 : *Il nous reste la colère*. Oui, il nous reste, intacte, la colère des luttes passées pour nourrir les luttes à venir et rouvrir les possibilités de victoire. □

1) Toutes les citations de Blandine Lenoir sont tirées du dossier de presse du film.





# En finir avec la République islamique d'Iran !

PAR BABAK KIA

Manifestation à Melbourne. © Matt Hrkac from Geelong / Melbourne / Wikimedia commons

*Le soulèvement déclenché par le meurtre de Jina Mahsa Amini s'illustre par sa durée, son ampleur et sa radicalité. Ses slogans s'en prennent à l'essence même de la République Islamique.*

## « FEMME, VIE, LIBERTÉ »

Ce mot d'ordre est l'étendard du soulèvement. D'origine kurde, il fait la jonction avec les revendications culturelles et politiques des minorités nationales opprimées par le pouvoir central. Il fait également le lien avec toutes les luttes féministes de ces dernières décennies. Quand les opprimées relèvent la tête, ce sont toutes les composantes marginalisées et exploitées de la société qui avancent. Les femmes sont soutenues par les hommes qui aspirent également à la liberté et à l'égalité. Ce slogan revêt un véritable potentiel révolutionnaire. Il exprime un rejet radical de la dictature théocratique et du patriarcat. En scandant « Mort au dictateur, que ce soit le guide ou le Chah », les manifestantEs expriment leur volonté d'en finir avec toute forme de dictature.

## LES CONTESTATAIRES NE BAISSENT PAS LES BRAS

Chaque jour, chaque nuit, les manifestantEs agissent sous diverses formes et font face au pouvoir. Les femmes, la jeunesse et notamment les étudiantEs et les lycéenNEs, les travailleurs et travailleuses trouvent des modes d'organisation et de contestation adaptés aux conditions de la répression. Alors que le pays est frappé par une crise économique, sociale et politique sans précédent, et que la corruption des dignitaires atteint des sommets, les travailleurs et travailleuses tentent de trouver les voies de la grève et de sa généralisation. Les 5, 6 et 7 décembre, le pays a connu des grèves particulièrement suivies dans les

universités, chez les chauffeurs routiers (en lutte depuis le 26 novembre), dans certains secteurs de la pétrochimie, dans les cimenteries et aciéries d'Ispahan et chez les chauffeurs de bus de Machhad. De nombreux bazars ont été fermés.

## UNE RÉPRESSION FÉROCE

La République Islamique a perdu toute légitimité et n'a plus que la répression, les viols, les tortures, la peine de mort et les massacres pour se maintenir. Dans plus de 160 villes, petites et grandes, les forces de répression attaquent les manifestations. Au Kurdistan et au Sistan-Balouchistan, une véritable guerre est menée contre des manifestantEs pacifiques et déterminéEs. Les Gardiens de la révolution n'hésitent pas à tirer sur la foule, à utiliser des armes lourdes, à quadriller les villes, à faire régner un climat de terreur, à kidnapper des jeunes contestataires.

Le bilan est lourd : plus de 500 mortEs dont 60 adolescentEs et plus de 19 000 arrestations. Dans de nombreux cas, les familles ne connaissent pas les lieux de détention de leur proche, ni leur état de santé. En détention, les viols et les tortures sont systématiques.

En représailles aux grèves, des travailleurs/euses en lutte sont licenciéEs, arrêtéEs. Ils et elles doivent faire face à de fortes pressions sur leur famille et à des frais de justice exorbitants.

## LA RÉPRESSION FRANCHIT UN CRAN SUPPLÉMENTAIRE

Malgré la répression, le régime n'a pas

réussi à mater le soulèvement. Pour sauver leur pouvoir et leurs privilèges, ses dignitaires ont donc décidé de passer au cran supérieur.

Le pouvoir judiciaire enchaîne les parodies de procès et condamne les détenuEs à de lourdes peines de prison. Les condamnations à mort se multiplient. Déjà deux jeunes manifestants ont été pendus et d'autres le seront dans les prochains jours. La République Islamique est coutumière du fait : au moins 35 000 opposantEs ont été exécutéEs en 1981-1983, et 4 500 prisonnierEs politiques à l'été 1988. À l'époque, Ebrahim Raïssi (l'actuel président de la République) faisait partie des responsables ordonnant les exécutions. La machine sanglante qui se déchaîne actuellement ne sera arrêtée que par une campagne internationale forte et immédiate contre la peine de mort, ainsi que par une mobilisation massive en Iran, notamment celle des travailleurs et travailleuses.

## DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ

Nous devons notamment exiger l'arrêt des exécutions et la libération de l'ensemble des détenuEs politiques. Nous devons également engager des initiatives concrètes de soutien aux travailleurs/travailleuses et à toutes celles et ceux qui luttent pour l'égalité, la démocratie et la justice sociale.

Il est urgent pour la gauche radicale, les organisations de jeunesse, les réseaux féministes et syndicaux de prendre des initiatives internationalistes de solidarité avec le soulèvement en cours. □